

29 MILLIARDS DE DA
ALLOUÉS POUR
L'ACQUISITION
DE NOUVEAUX
ÉQUIPEMENTS

Les ports économiques se modernisent

P 3



**Création de zones
de dégagement**



SALON PLAST & PRINTPACK

**Les entreprises algériennes
mettent en avant leur
savoir-faire** P 2

DÉVELOPPEMENT DES ENR
ET DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

**L'Algérie compte
moderniser sa stratégie
nationale** P 3

ENTRE SURCONSOMMATION
ET SPÉCULATION

**Le marché
des produits alimentaires
sous tension** P 5

COOPÉRATION

Le ministre des Travaux publics en visite de travail en Mauritanie

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhoukh, entamera, mercredi, une visite de travail de deux jours en Mauritanie, indique un communiqué du ministère. Lors de cette visite, M. Rekhoukh coprésidera avec le ministre mauritanien de l'Équipement et des Transports, Ely Ould El Veirik, l'ouverture des travaux de la 2e session de la commission mixte algéro-mauritanienne de suivi du projet de réalisation de la route Tindouf-Zouerate, précise le communiqué.

MARCHÉ MONDIAL DU GAZ

L'Algérie consolide sa position parmi les principaux fournisseurs

Face aux tensions qui secouent le marché mondial du gaz, l'Algérie consolide progressivement sa position parmi les principaux fournisseurs, aux côtés de grandes puissances comme le Qatar. Dans ses déclarations à la plateforme spécialisée « Attaqa.net », Andrea Stegher, vice-président de l'Union Internationale du Gaz (IGU), a indiqué que cinq pays arabes, dont l'Algérie, jouent un rôle déterminant dans l'approvisionnement énergétique international.

Par M. A.

Depuis la fin de l'accord de transit du gaz russe via l'Ukraine début 2025, l'Europe fait face à une nouvelle vague de turbulences énergétiques. Les prix du gaz sur le continent ont franchi la barre des 60 dollars par mégawattheure, un niveau inédit depuis deux ans. Dans ce contexte de crise, la diversification des sources d'approvisionnement devient cruciale. L'Algérie se positionne alors comme un partenaire stratégique de plus en plus incontournable. Andrea Stegher, intervenant lors du salon EgyptPetroleum Show (EGYPS 2025), a souligné que "la flexibilité du marché gazier mondial permet d'atténuer les chocs, comme en témoigne la redirection récente de cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL) d'Asie vers l'Europe." Cependant, il a également mis en garde contre l'instabilité persistante et la nécessité de nouvelles stratégies d'investissement pour sécuriser l'approvision-

nement. Longtemps éclipsée par le Qatar, l'Algérie s'impose désormais comme un acteur majeur du marché du gaz. "L'Algérie dispose d'un réseau de pipelines performant et est devenue un exportateur clé de GNL ces dernières années", a affirmé Stegher. Grâce à ses infrastructures solides, comme le gazoduc Medgaz, reliant directement l'Algérie à l'Espagne, et le Transmed à destination de l'Italie, le pays joue un rôle essentiel dans la sécurité énergétique de l'Europe. Avec la montée en puissance de nouveaux acteurs arabes tels que l'Arabie saoudite, Oman et les Émirats arabes unis, le marché gazier régional se redessine. Toutefois, malgré cet essor, Stegher reste prudent : "Les exportations arabes, bien qu'importantes, ne suffiront pas à elles seules à combler le déficit énergétique européen. Il est impératif de diversifier les sources d'approvisionnement." L'expert insiste sur la nécessité d'investir davantage dans la chaîne de valeur du gaz, en

particulier dans le développement des infrastructures de liquéfaction et la modernisation des réseaux de distribution. "L'essor du marché gazier dépendra de la capacité des pays producteurs à renforcer leur compétitivité et à répondre aux exigences d'un marché en constante évolution", a-t-il précisé. Alors que l'Europe s'efforce d'assurer son approvisionnement pour l'hiver prochain, l'Algérie pourrait tirer parti de cette conjoncture pour consolider sa position sur la scène énergétique mondiale. Cependant, cela nécessitera une vision stratégique à long terme, alliant diversification des partenaires, modernisation des infrastructures et adaptation aux nouvelles exigences environnementales. Dans un monde où la sécurité énergétique devient un enjeu de plus en plus complexe, l'Algérie se trouve à un tournant décisif. Elle doit saisir cette opportunité pour renforcer son influence, ou risquer de voir d'autres acteurs émergents lui ravir sa position.

LE MINISTRE DES TRAVAUX REÇOIT LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'AFFAIRES ALGÉRO -AMÉRICAIN

Les opportunités d'investissement examinées

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhoukh a reçu le président du Conseil d'Affaires algéro-américain, Sammy Boukaila, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine des Travaux publics et des Infrastructures et d'explorer les opportunités d'investissement par les deux pays, in-

diqué, mardi, le communiqué du ministère. Lors de cette audience qui s'est déroulée au siège du ministère, à la demande de M. Boukaila, "les deux parties ont examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine des Travaux publics et des Infrastructures et d'explorer les opportunités d'investissement par les deux pays dans ce secteur stratégique", pré-

cise le communiqué. La rencontre a été marquée par "un échange fructueux des points de vue sur les moyens de renforcer la coopération conjointe, en focalisant sur les grands projets d'infrastructures, notamment les routes, les ports et les chemins de fer", ajoute la même source. A cette occasion, le ministre a affirmé que l'Algérie "avance à pas sûrs vers le développement de

l'infrastructure ferroviaire, à travers le renforcement et la modernisation des lignes ferroviaires, en concrétisation du programme national d'investissement dans le réseau ferroviaire, décidé par Monsieur le président de la République", rappelant, à cet égard, les opportunités et les avantages d'investissement qu'offre l'Algérie aux investisseurs étrangers". A son tour, le président du

Conseil d'affaires algéro-américain a exprimé "l'intérêt et la volonté des entreprises américaines d'investir dans ce secteur, à la faveur d'un climat d'investissement favorable, à même d'ouvrir de larges perspectives pour l'échange d'expertises et le renforcement des relations économiques entre les deux pays", conclut le communiqué.

SALON PLAST & PRINTPACK

Les entreprises algériennes mettent en avant leur savoir-faire

Synthèse R.E.

Les avancées remarquables de l'industrie durable du plastique en Algérie, ont été mises en avant lors du Salon international Plast & Printpack Alger 2025, qui a ouvert ses portes lundi au Palais des expositions, avec un focus particulier sur le recyclage. Plusieurs entreprises algériennes, spécialisées dans la valorisation des déchets plastiques, ont présenté aux visiteurs du salon, réunissant plus de 300 exposants venus de 21 pays, leurs solutions innovantes pour promouvoir l'économie circulaire et réduire l'impact environnemental du plastique. Exporose, une jeune société établie à Oran, est un

exemple de cette dynamique. Spécialisée dans le recyclage des bouteilles en plastique (eau et jus), elle transforme ces déchets en matière première destinée à l'exportation, principalement vers l'Espagne. La manager de l'entreprise, Naïrouz Khelafi, explique à l'APS : "Nous broyons les bouteilles collectées auprès des centres d'enfouissement, avec lesquels nous sommes conventionnés. Nous recueillons également une petite part provenant des collecteurs de déchets". Cette initiative vise à réduire la quantité de plastique jeté dans les décharges et à soutenir l'exportation de matières recyclées de qualité vers l'Europe. Exporose ne compte pas s'arrêter là. L'entreprise envisage d'élargir ses activités en se lan-

çant dans l'incinération des déchets spéciaux et dangereux, un projet qui est actuellement en cours d'étude. Un autre acteur du recyclage présent au salon, Setif Chemicals, adopte une approche similaire en réintégrant les chutes de matières recyclées dans ses processus de fabrication. L'entreprise, spécialisée dans les tubes en PVC et PEHD pour l'assainissement et les forages, réutilise les déchets plastiques directement dans la production de nouveaux produits. "Nous sommes fiers de contribuer à l'économie circulaire en réutilisant nos déchets plastiques dans la fabrication de nouveaux tubes pour le secteur du BTP", a déclaré à l'APS le représentant de Setif Chemicals, Mohamed Amin Cheoual. Orga-

nisé sous le thème "Plast & Printpack moteur d'une économie circulaire", cet événement a réuni des acteurs clés de l'industrie du recyclage, soulignant l'importance de la durabilité dans la fabrication de produits plastiques. "L'Algérie oeuvre activement à l'amélioration de la durabilité du secteur, avec une attention particulière portée sur les matériaux durables, le recyclage et l'économie circulaire", a indiqué Paul Marz, responsable à la société allemande Fairtrade, organisatrice du salon. Selon lui, l'industrie algérienne du plastique semble bien positionnée pour répondre aux défis environnementaux tout en stimulant l'économie locale et en s'inscrivant dans une dynamique mondiale de durabilité.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

29 MILLIARDS DE DA ALLOUÉS POUR L'ACQUISITION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS

Les ports économiques se modernisent

C'est une organisation de fond que le groupe de services portuaires (Serport)devra opérer pour rendre effectif le travail en continu au niveau des principales structures portuaires, telles que celle d'Alger, Djen-Djen (Jijel), Annaba, Bejaia, Oran et Mostaganem, et ce en application des directives du Président Tebboune. A ce sujet, le Président-directeur général de Serport, Mohamed Karim Eddine Herkati, a annoncé, hier mardi, que son groupe a consacré une enveloppe de 29 milliards de DA pour l'année 2025, afin d'acquérir de nouveaux équipements dans le cadre du programme de modernisation.

Par Réda Hadi

Pour ce programme d'investissement 2025, une enveloppe de 29 milliards de DA est dédiée à l'acquisition de portiques de quais, de grues, de stackers, de scanners, etc. Lors de son entretien avec nos collègues de la radio nationale, celui-ci a aussi précisé qu'une autre enveloppe, d'un montant de 14 milliards de DA, est affectée à la réhabilitation des infrastructures portuaires, notamment le renforcement des quais et le dragage des zones côtières des ports, afin de faciliter l'accostage des navires de grande taille. Pour ce responsable, que cette transition s'accompagnera d'une série d'actions visant à améliorer la performance des ports et à réduire les délais de traitement des navires. En effet, ce système permettra une «meilleure exploitation des ports et une réduction significative des délais de séjour des navires et des marchandises dans les zones portuaires.Le fonctionnement 24/7 permettra de réduire les délais de séjour des navires. Parmi ces actions figurent donc, l'acquisition de nouveaux scanners pour les services des Douanes, le renforcement des effectifs des entreprises portuaires et l'amélioration de la coordination entre les différents ac-

teurs du secteur, notamment les Douanes et les services du commerce. Dans cette perspective, Serport selon son premier responsable, prévoit plusieurs initiatives, dont une meilleure planification de l'arrivée des navires et l'introduction de nouveaux équipements en 2025, destinés à optimiser le traitement des marchandises et à réduire le temps de séjour des navires à quai, affirme le responsable.

Création de zones de dégagement

Par ailleurs, la création de zones de dégagement au sein des infrastructures portuaires est en cours afin de fluidifier l'évacuation des marchandises ayant dépassé leur délai réglementaire de séjour, a-t-il assuré, ajoutant qu'une interopérabilité entre la plateforme digitale douanière (Alces) et celle de Serport (Apcs) est également en phase de finalisation pour automatiser les procédures de passage des marchandises. Une première phase de ce projet concernera les ports d'Alger, Skikda et Béjaïa. Un dossier pour la création d'une zone de dégagement pour le port de Béjaïa, dans la région de Tixter (Bordj Bou Arréridj), a déjà été validé par la direction générale des Douanes (DGD), tandis que des études sont en cours pour les ports d'Alger et de Skikda, selon M. Harkati. Pour amé-

liorer la logistique portuaire, le groupe Serport mise également sur l'extension de la connectivité ferroviaire, inscrite dans la stratégie du ministère des Transports à l'horizon 2035. Aussi, toujours selon ce responsable, les ports concernés par ces travaux sont ceux d'Alger, avec la réhabilitation de quatre quais, celui d'Annaba, où un quai sera renforcé pour assurer la liaison entre sa partie sud et nord, ainsi que ceux de Ténès et Ghazaouate, pour le dragage de leurs abords. Concernant le port de Djen-Djen, Serport prévoit de finaliser la construction du terminal à conteneurs, afin d'augmenter sa capacité à 2 millions d'EVP (équivalent vingt pieds) par an et de faire de cette infrastructure un port hub sur la rive sud de la Méditerranée. C'est dans cette optique que des réunions ont été organisées sous l'égide du ministre des Transports afin de mettre en place les mécanismes nécessaires dans les délais impartis par le président de la République. « Une cellule de suivi a également été créée pour assurer une mise en œuvre optimale des directives et garantir un traitement continu des navires », a-t-il précisé. Cette intégration vise à désengorger les ports en réduisant la dépendance aux camions, dont le nombre demeure insuffisant, pénalisant, ainsi, l'acheminement des marchandises.

LE MINISTRE ARKAB A REÇU HIER UNE DÉLÉGATION DE LA SOCIÉTÉ CHINOISE Elargir la coopération entre Sonatrach et Sinopec

Par S R.

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu, hier, au siège du ministère, une délégation de haut niveau de la société chinoise Sinopec (SINOPEC), conduite par son premier vice-président, Niu Xuanwen, en présence du président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, ainsi que de cadres du ministère. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations stratégiques entre l'Algérie et la Chine dans le domaine de l'énergie, a précisé le ministère dans un communiqué. À cette occasion, l'état de la coopération et du partenariat entre Sonatrach et Sinopec a été examiné, mettant en avant leur solidité et leur importance stratégique. Les deux parties ont également discuté des opportunités d'affaires et des perspectives d'investissement de Sinopec en Algérie, notamment dans les domaines de la recherche, de l'exploration, de l'exploitation et de la transformation des hydrocarbures. Au cours des discussions, le ministre d'État a souligné l'importance d'élargir la coopération entre Sonatrach et Sinopec à de nouveaux secteurs de l'industrie pétrolière et gazière. Il a également mis en avant le partenariat entre l'Algérie et la Chine comme un modèle réussi de collaboration constructive et innovante. Il a insisté sur le fait que les nouvelles lois encadrant les secteurs des hydrocarbures et de l'investissement en Algérie offrent d'importantes opportunités aux entreprises internationales, notamment à Sinopec, pour renforcer leur présence et développer leurs projets sur le marché algérien. De son côté, Niu Xuanwen, premier vice-président de Sinopec, a exprimé sa satisfaction quant à la qualité des relations entre l'Algérie et la Chine, illustrées par le partenariat solide entre Sonatrach et Sinopec. Il a affirmé que Sinopec valorise cette relation stratégique et aspire à renforcer davantage sa coopération avec Sonatrach, notamment à la lumière des opportunités prometteuses qu'offre le secteur énergétique algérien. Les deux parties ont réaffirmé leur engagement commun à renforcer et élargir leur coopération dans le domaine de l'énergie, dans un esprit de bénéfice mutuel, contribuant ainsi aux efforts de l'Algérie pour développer son secteur énergétique et renforcer sa position sur la scène internationale.

DÉVELOPPEMENT DES ENR ET DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'Algérie compte moderniser sa stratégie nationale

Par R E.

Les autorités algériennes comptent moderniser la stratégie nationale de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, en vue de renforcer l'exploitation des énergies renouvelables et d'améliorer l'efficacité énergétique dans divers secteurs, notamment l'industrie, l'agriculture, le transport et l'habitat, a indiqué, mardi, une responsable au ministère de l'Energie, des Mines et des Énergies renouvelables. La cheffe de cabinet du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Énergies renouvelables, Nacima Rachedi, a précisé, à l'ouverture des travaux d'une journée d'étude sur "les solutions de l'énergie solaire pour le secteur économique", que cette stratégie permettra la mise en place d'un système énergétique intégré favorisant l'élargissement de l'exploitation des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité de la consommation de l'énergie. Dans une allocution prononcée au nom du secrétaire d'Etat auprès du ministre de

l'Energie, chargé des Énergies renouvelables, M. Noureddine Yassaâ, la responsable a souligné que le gouvernement accordait une grande importance au développement des énergies renouvelables en tant que secteur stratégique qui contribue à diversifier l'économie nationale et à assurer la sécurité énergétique à moyen et long termes. Elle a en outre souligné que la création d'un secrétariat d'Etat, chargé des Énergies renouvelables, s'inscrivait dans le cadre de cette démarche. Le plan d'action sectoriel prévoit notamment la création d'un environnement économique favorable pour soutenir les projets de production d'électricité à partir de sources renouvelables, et ce, à travers le renforcement de l'intégration industrielle, le développement de l'industrie locale, la consolidation des réseaux électriques, la promotion du partenariat entre les secteurs public et privé, tout en drainant les investissements étrangers. Mme Rachedi a affirmé, à ce propos, que le travail était en cours pour actualiser les cadres juridiques et réglementaires, et mettre en place des

mécanismes encourageants pour la généralisation de l'utilisation des énergies renouvelables, et ce que cela implique comme soutien à la production et l'autoconsommation, développement de mécanismes de financement innovants et encouragement des Start-up et micro-entreprises. Evoquant les efforts du secteur en matière de maîtrise de l'énergie, la responsable a insisté sur l'importance de la rationalisation de la consommation dans les secteurs vitaux, à savoir l'Habitat, les Transports et l'Industrie, à travers des plans d'action avec des indicateurs de performance et un calendrier afin de garantir l'obtention des résultats escomptés. Pour ce qui est des projets en cours de réalisation, Mme Rachedi a rappelé le lancement d'un programme prévoyant la production de 3000 mégawatts d'énergie solaire via 20 nouvelles stations, en sus d'une centrale solaire dans la wilaya de Tindouf d'une capacité de 200 mégawatts, à l'effet de répondre aux besoins de la région et en soutien aux projets d'exploitation de la mine de Gara Djebilet. L'Algérie travaille

également à l'hybridation des systèmes d'énergie solaires avec les centrales électriques fonctionnant au diesel dans le sud, outre les projets d'énergie solaire pour les sites de Sonatrach, a-t-elle ajouté, précisant que la capacité totale installée des énergies renouvelables devrait dépasser 4.000 mégawatts. Dans le cadre de la diversification des sources de l'énergie, l'Algérie prévoit l'intégration de l'énergie éolienne dans ses projets futurs. En collaboration avec la Banque mondiale (BM), un projet de production de 1.000 mégawatts d'énergie éolienne à travers 10 sites a été lancé, au vu du grand potentiel du pays en la matière. Organisée par "Green Energy Cluster Algeria", cette journée d'étude a été marquée par la participation de représentants d'entreprises publiques et privées, et d'experts dans le domaine. Elle a également été l'occasion pour présenter des solutions et des applications innovantes dans le domaine de l'énergie solaire photovoltaïque, mettant l'accent sur le modèle d'autoconsommation de l'énergie sans recourir au réseau de Sonelgaz.

USTHB

Les équipes titulaires de brevets d'invention honorées

Quatre (4) équipes d'étudiants et d'enseignants encadreurs de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB) ont été honorées, mardi à Alger, pour leur obtention de brevets d'invention dans divers domaines, durant le 1er semestre 2024-2025. Il s'agit de projets dans les spécialités des sciences de la vie, la physique, la météorologie et la génie mécanique, ayant reçu l'aval de l'Institut national algérien de la Propriété industrielle (INAPI), sur les 64 demandes d'invention soumises durant la même période par l'USTHB, a précisé son Recteur, Djamel Ed-dine Akretche, lors de la cérémonie de distinction organisée en l'honneur des 4 équipes au siège de l'université. Il a souligné à cette occasion, que ces brevets "honnorent cette université ainsi que l'Algérie et s'inscrivent dans la politique du président de la République et du ministre du secteur en faveur de la promotion l'innovation et l'invention ainsi que l'esprit d'entrepreneariat. Celui-ci constituant, désormais, le 3ème pilier sur lequel s'appuie cette université, en sus de la formation et de la recherche scientifique". M. Akretche a fait état à ce propos, de "vingt-six (26) projets de l'USTHB ayant reçu le label de l'innovation, lequel permet à leurs titulaires la création et le développement de startups, alors que 217 autres porteurs de projets ont été retenus par l'Agence nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneariat (Nesda)". Il a ajouté dans le même cadre, qu'un espace a été spécifiquement dédié à l'entrepreneariat au sein de cette université, le "Start-up's Hall", traduisant une "dynamique réelle dans ce domaine, au bénéfice des étudiants souhaitant s'y engager, de même que pour le développement économique du pays".

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La compagnie Qatar pharma intéressée par l'investissement en Algérie

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu, lundi à Alger, une délégation de la compagnie "Qatar Pharma", conduite par le président de son conseil d'administration, Ahmed bin Mohammad Al Haie Al Sulaiti, qui a affiché l'intérêt de la société à investir en Algérie, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère de l'Industrie pharmaceutique, le ministre a évoqué avec la délégation qatarie, les opportunités d'investissement en Algérie, soulignant l'importance de promouvoir la coopération entre l'Algérie et le Qatar dans ce secteur aux niveaux atteints dans d'autres domaines. Dans ce cadre, le ministre a mis en avant "la disponibilité de l'Algérie à établir une coopération avec le Qatar, pays frère, en matière d'industrie pharmaceutique, en

concrétisation de la forte volonté des dirigeants des deux pays visant à sceller des partenariats réussis", précise le communiqué. Il a également mis l'accent sur l'importance d'échanger les expertises et les connaissances dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, notamment les médicaments innovants, tout en réfléchissant à un partenariat stratégique avec les opérateurs algériens pour bénéficier des différents avantages et incitations garantis par la nouvelle loi sur l'investissement. De son côté, le président du conseil d'administration de "Qatar pharma" a affiché l'intention de la société d'investir en Algérie, se disant disposé à "examiner les opportunités de partenariat avec les opérateurs algériens en vue d'une coopération et d'une complémentarité industrielle dans le domaine de l'industrie pharmaceutique", conclut le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,34	-1,19	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 391,00	NC	0,00	0,46	3,37	7,17	7,53	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2270,00	0,89	0,15	-0,37	11,94	5,51	66793	149 350 110,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,05	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	404,00	NC	0,00	-0,19	-9,81	2,03	-	0	0,00

"INNOVATION ET EXPANSION"

Oraimo s'installe en Algérie sous la bannière de «Transsion Holdings»

La marque oraimo, filiale du groupe chinois Transsion Holdings, a officiellement annoncé son implantation sur le marché algérien lors d'une conférence de presse tenue ce mardi 25Février à Alger. L'événement, qui a réuni des médias et des acteurs clés du secteur technologique, a également marqué le lancement des SpaceBuds, l'innovation des écouteurs sans fil. Placée sous le thème de la lune, avec le slogan « Tandis que la lune est éclipsée, l'innovation orbite », la conférence a mis en avant la volonté d'oraimo de se positionner comme un acteur majeur proposant des produits technologiques innovants sur le marché algérien. Forte d'une présence dans plus de 60 pays et parmi les leaders mondiaux, l'entreprise a présenté une gamme variée de produits connectés et d'accessoires électroniques, conçus pour répondre aux besoins d'un marché en constante évolution. Dans son intervention M. Dory Wu, directeur régional d'oraimoen Algérie, ce lance-

ment constitue une étape clé pour l'entreprise. « L'Algérie, avec sa position stratégique et son marché en plein essor, représente une opportunité unique pour oraimo. La coopération entre nos deux pays crée un environnement propice à l'investissement et à la croissance, et nous sommes heureux de faire partie de cette dynamique.", a-t-il déclaré. Le catalogue destiné au marché algérien comprend divers produits technologiques, tels que des écouteurs audio, des accessoires de charge rapide, des objets connectés et d'autres équipements électroniques. La responsable marketing d'oraimo, Abid Fella, a souligné que l'objectif de la marque est de « répondre aux attentes des consommateurs algériens en proposant des produits modernes, fiables et adaptés à leur mode de vie ». Pour s'adapter au marché algérien, oraimo a adopté une stratégie combinant garanties flexibles, distribution à travers des points de vente physiques et des plateformes en ligne. Cette approche vise à répondre aux besoins

des consommateurs tout en assurant un service accessible et de qualité. Parmi les nouveautés présentées lors de la conférence, oraimo a dévoilé Les SpaceBuds, une innovation qui allie un design inspiré de l'univers à une technologie audio de pointe. Ces écouteurs sans fil offrent une expérience sonore immersive grâce à la réduction de bruit adaptative (ANC) , permettant d'ajuster le niveau de réduction de bruit et affiner les profils sonores selon l'environnement via l'application oraimo sound App. L'interface tactile large et ergonomique permet un contrôle facile, tandis que la fonction smart chat assure des conversations fluides sans réglages manuels. En plus de cette présentation produit, la conférence a été enrichie par des démonstrations interactives, des ateliers pratiques et des échanges avec les experts de la marque, offrant aux participants une immersion complète dans l'univers technologique d'oraimo.

LE MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE L'A ANNONCÉ

42% de l'eau potable sera assurée par les usines de dessalement

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a indiqué lundi que l'exploitation complète des usines de dessalement de l'eau de mer permettra d'assurer 42% des besoins du pays en eau potable. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le ministre a précisé que l'entrée en service des cinq nouvelles stations, en sus de celle déjà opérationnelle, augmenterait le taux de dépendance sur cette ressource non conventionnelle de 20% actuellement à 42%. La réalisation des usines de dessalement s'inscrit dans le cadre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, traduisant "une volonté politique prospective visant à faire face aux défis du stress hydrique résultant des changements climatiques, et à satisfaire les besoins crois-

sants induits par le développement économique et agricole du pays". Cette initiative contribuera à assurer l'approvisionnement en eau potable des villes côtières et des zones urbaines situées jusqu'à 150 km du littoral, d'autant plus que cette ressource n'est pas affectée par les variations climatiques. L'augmentation de la part de l'eau dessalée permettra d'orienter les ressources hydriques conventionnelles vers d'autres secteurs, à l'exemple de l'agriculture et du développe-

ment industriel, a-t-il ajouté rappelant que le taux de remplissage des barrages à l'échelle nationale est actuellement à 38,40%. Après la mise en service des stations de "Cap Blanc" à Oran et de "Fouka" à Tipasa, trois autres stations seront bientôt livrées à "Tighremt" (Béjaïa), "Cap Djinet" (Boumerdès) et "Koudiet Eddraouch" (El Tarf), avec une capacité de production de 300.000 m3/jour chacune, soit un total de 1,5 million m3/jour.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 فيفري 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Février 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		
		DA / Kg		دج / كلغ		
		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
Moyenne	Maximum	Minimum				
Légumes frais	Pomme de terre	78	91	64	البطاطا	خضار طازجة
	Tomate	91	105	76	الطماطم	
	Oignon sec	51	58	44	البصل الجاف	
	Ail sec	654	737	572	الثوم الجاف	
	Carotte	68	77	59	الجزر	
	Navet	77	87	68	لفت	
	Choux fleur	66	75	56	قرنبيط	
	Choux	83	92	74	الكرنب	
	Courgette	124	140	108	الكوسة	
	Haricot vert	398	422	374	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	98	111	85	الخس		
Fruits frais	Mandarine	120	150	90	الماندرين	فواكه طازجة
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	432	547	317	التفاح المحلي	
	Datte	533	668	397	التمر	
	Banane	475	490	459	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1756	1886	1626	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	400	413	388	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)	

ENTRE SURCONSOMMATION ET SPÉCULATION

Le marché des produits alimentaires sous tension

À l'approche du mois sacré de Ramadan, le marché algérien fait face à une dynamique particulière. Bien que la disponibilité des produits de base semble assurée dans l'ensemble, certaines hausses de prix suscitent l'inquiétude parmi les consommateurs. Entre spéculation, augmentation de la demande et dysfonctionnements structurels, la situation appelle à des réformes urgentes. Zaki Hariz, président de la Fédération algérienne des consommateurs, tire la sonnette d'alarme et propose des solutions pour réguler un marché fréquemment victime des excès.

Par Mourad A.

Les étals des marchés algériens sont bien fournis en produits alimentaires essentiels. Lors de son intervention au forum d'El Moudjahid, Zaki Hariz a souligné que les stocks de sucre, d'huile, de lait, de café et de légumes secs sont suffisants, et que les usines fonctionnent à plein régime pour répondre à la demande. Cependant, malgré cette disponibilité, certains prix ont pris l'ascenseur. C'est notamment le cas de la pomme de terre, dont le prix a grimpé de 40 %, atteignant parfois 110 dinars le kilogramme. "La demande sur les féculents est en forte hausse, ce qui pousse les prix vers le haut, d'autant plus que la spéculation aggrave la situation", a expliqué Hariz. La viande ovine, incontournable dans les repas du Ramadan, atteint également des niveaux record, avec un prix dépassant les 3500 dinars le kilogramme. Derrière cette flambée des prix se cachent des problèmes structurels persistants. Le secteur de la distribution reste mal organisé, entraînant une gestion inefficace des stocks. "Une grande partie des produits agricoles passe directement des fermes aux marchés, sans tri ni calibrage, ce qui génère des pertes

considérables", a déploré Hariz. Le gaspillage alimentaire, un autre fléau préoccupant, atteint entre 20 et 25 % des fruits et légumes, faute d'infrastructures de conservation adéquates. "Nous devons investir dans des centres de tri et de stockage pour éviter ces pertes inutiles", a ajouté le président de la Fédération des consommateurs.

Les chiffres de la consommation alimentaire durant le Ramadan illustrent l'impact économique de cette période. En moyenne, une famille algérienne dépense 55 000 dinars en nourriture pendant le mois sacré, un montant pouvant atteindre 100 000 dinars pour certains foyers. "La consommation de viande rouge représente une charge importante pour les ménages. Un foyer moyen achète environ 5 kg d'agneau, soit un budget de près de 19 000 dinars", a détaillé Hariz. Les autres produits de base connaissent une demande similaire : 10 kg de farine et de semoule, 30 litres de lait et 15 kg de pommes de terre sont nécessaires pour chaque famille. Bien que cette flambée des prix soit en partie causée par une demande accrue, la spéculation y joue également un rôle majeur. "Certains commerçants retardent volontairement la mise sur le marché de cer-

tains produits pour maximiser leurs profits", a dénoncé Hariz. Pour limiter ces tensions, les autorités tentent de libérer progressivement les stocks stratégiques, notamment en injectant des viandes blanches importées et des pommes de terre issues des réserves nationales. Cependant, ces mesures restent insuffisantes face à une demande qui explose à l'approche du Ramadan. Pour éviter la répétition de cette situation chaque année, l'intervenant a préconisé une double réforme : une meilleure organisation du marché et une sensibilisation accrue des consommateurs. "Il faut renforcer le contrôle des prix, mais aussi encourager une consommation plus réfléchie. Acheter en grande quantité dès la première semaine de Ramadan ne fait qu'aggraver la crise", a-t-il insisté. L'amélioration des infrastructures de stockage et de distribution, la régulation des importations et une lutte plus efficace contre la spéculation sont autant de pistes à explorer pour stabiliser le marché. En attendant, les consommateurs restent à la merci des fluctuations des prix et de la loi de l'offre et de la demande, avec l'espoir que les mesures correctives annoncées par les autorités produisent enfin des résultats.

FORUM BLUETECH

Les technologies appliquées à l'économie bleue

Par S R.

Les conclusions d'une étude visant à identifier les leviers technologiques permettant d'optimiser la transformation numérique de l'économie bleue en Algérie ont été présentées hier à Alger, dans le cadre d'un forum dédié aux technologies appliquées à ce secteur, indique un communiqué du Programme économie bleue, pêche et aquaculture. Cette étude évalue le potentiel de croissance des BlueTech (technologies bleues) en Algérie, en mettant en avant les opportunités de développement de différents segments de l'économie maritime, ainsi que l'impact du numérique et des technologies avancées sur leur essor, précise la même source. Elle identifie notamment les secteurs clés pouvant bénéficier des BlueTech, en particulier les solutions d'électronique embarquée et de surveillance, ainsi que trois axes stratégiques pour

favoriser l'intégration du numérique dans l'économie bleue : un diagnostic approfondi du secteur, l'évaluation des besoins en formation et expertise technique, et l'analyse des meilleures pratiques internationales. Le forum a permis aux experts présents de mettre en avant plusieurs initiatives dans ce domaine, notamment les systèmes d'information halieutique (SIH), destinés à optimiser la gestion des ressources halieutiques, ainsi que la mise en place de l'APCS pour moderniser les ports algériens et digitaliser la chaîne logistique portuaire. Les intervenants ont relevé également que la situation en Algérie représente à la fois un défi et une opportunité. A titre indicatif, l'émergence de projets novateurs et d'un écosystème entrepreneurial dynamique, comprenant 73 projets innovants recensés en 2024 dans les domaines de la pêche, de l'aquaculture et des technologies associées sont des initiatives qui n'ex-

ploient pas pleinement les solutions numériques disponibles. Sur la base de ce constat, le Programme Économie Bleue, catalyseur de développement économique durable, a réalisé avec la collaboration du cabinet international IMMAR, l'étude « BlueTech : Les technologies appliquées à l'économie bleue » afin d'évaluer le potentiel de croissance actuel des BlueTech, mettant en exergue le potentiel de développement de différents segments de l'économie maritime en Algérie ainsi que l'apport positif du digital et hightech pour booster le développement de l'économie bleue en Algérie. A travers cette étude, le Programme Économie Bleue offre une opportunité stratégique pour aligner les efforts nationaux aux normes internationales en matière de digitalisation de l'économie bleue en Algérie, avec un accent sur la croissance durable du secteur maritime à long terme.

ECOLE NATIONALE DES INGÉNIEURS DE LA VILLE DE TLEMCCEN

Rencontre entre les diplômés et des cadres du ministère de l'Intérieur

L'Ecole nationale des ingénieurs de la ville "Abdelmadjid Meziane" de Tlemcen organise, à partir de ce mardi, une rencontre entre les diplômés de sa première promotion et des cadres du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Le directeur central de la formation au sein du ministère, Benaïdja Noureddine, a souligné à cette occasion que "cette rencontre permettra d'évaluer les compétences des diplômés de la première promotion et leur réactivité après plus de deux années d'activité au sein des communes". Il a également indiqué qu'elle offrira l'opportunité d'examiner la possibilité de revoir certains programmes de formation et de les adapter aux exigences pratiques et aux évolutions de l'aspect managérial des collectivités locales, soulignant que "certaines préoccupations relatives aux services rendus aux citoyens seront transmises aux autorités supérieures du pays pour une meilleure prise en charge". La première journée de cette rencontre de deux jours, organisée sous le slogan "Responsabilité, stabilité et engagement", a donné lieu à deux communications. La première, animée par Naïma Rebahi, directrice des études à la Délégation nationale aux risques majeurs, a porté sur "La stratégie nationale de gestion des risques de catastrophes". La seconde, présentée par Omar Hemissi, Directeur général de l'Ecole supérieure de banque (ESB), a traité des "Défis auxquels font face les directeurs généraux dans le cadre de la gestion axée sur les résultats". A cette occasion, deux conventions de partenariat ont été signées afin de renforcer la formation des étudiants de l'Ecole nationale des ingénieurs de la ville, indique-t-on. La première, conclue avec l'Ecole nationale d'administration (ENA), porte sur l'échange d'expertises et de corps professoral entre les deux établissements, le partage des ressources pédagogiques et la participation à des projets de recherche communs, a fait savoir Abdelmalik Mezhouda, Directeur général de l'ENA. M. Mezhouda a souligné que les deux écoles travaillent actuellement sur un projet de recherche scientifique consacré aux villes intelligentes, sous la supervision du ministère de l'Intérieur, en coordination avec l'Académie nationale de gouvernance de la République populaire de Chine. Ce partenariat devra se renforcer, à l'avenir, à travers l'échange de publications scientifiques, la mise en commun de ressources documentaires, ainsi que l'organisation de colloques scientifiques nationaux sur la gestion urbaine, a-t-on souligné. La seconde convention a été signée avec l'Agence nationale de l'urbanisme. Selon son Directeur général, Abada Moussa, la convention permettra de former les cadres des collectivités locales sur les plans d'occupation des sols (POS), les plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme (PDAU), ainsi que sur les études, l'approbation, le suivi et la supervision de ces plans. En marge de cette rencontre, des ateliers de formation seront organisés à l'intention des diplômés de la première promotion de l'Ecole nationale des ingénieurs de la ville. Ces ateliers seront animés par des experts de cet établissement, de l'ENA, du ministère de tutelle et de l'Agence nationale d'urbanisme.

SAIDA

Lancement d'une campagne de sensibilisation pour le recrutement au sein de la Gendarmerie nationale

Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Saida a lancé, lundi, une campagne de sensibilisation visant à expliquer les conditions de recrutement pour rejoindre ce corps de sécurité, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de ce groupement territorial. Cette initiative représente une opportunité pour les jeunes de connaître, à travers des explications, des présentations et des brochures, les modalités et conditions pour intégrer les rangs de la Gendarmerie nationale, ainsi que les perspectives que ce corps de sécurité offre pour servir la nation, a souligné la même source.

Au cours de cette campagne, des dépliant ont été distribués, comportant les informations sur les conditions et le dossier de recrutement au poste d'élève sous-officier contractuel de la Gendarmerie nationale.

La campagne de sensibilisation a ciblé lundi les élèves du lycée "Berraho Mohamed" et les stagiaires du Centre de formation et d'enseignement professionnels "Brezini Cheikh" de Saida, auxquels des explications ont été données sur les conditions de recrutement au sein de la Gendarmerie nationale, selon la même source, qui a indiqué qu'elle se poursuivra et inclura également les jeunes fréquentant les maisons de jeunes, les clubs sportifs et divers autres espaces.

EL-OUED

Entrée en service du nouvel EHS Mère-Enfant

(EHS) Mère-Enfant d'El-Oued est entré en service lundi, a-t-on appris des services de la wilaya.

Retenue dans le cadre de la stratégie des pouvoirs publics de promotion de la qualité des prestations médicales, cette structure, d'une capacité de 140 lits, dont 80 lits pour les accouchements et 60 autres pour les nouveaux nés et les enfants âgés de 9 mois à 15 ans, est dotée des services médicaux nécessaires liés à la gynécologie-obstétrique, la pédiatrie infantile, les interventions chirurgicales, l'imagerie et le laboratoire d'analyses, en sus d'un centre de formation, a indiqué le wali d'El-Oued, Larbi Bahloul.

Cet EHS vient combler le déficit accusé en ce type de structures médicales spécialisées au niveau de la wilaya, notamment après le transfert provisoire, en octobre 2020, des services de l'ancien EHS au niveau du centre anticancéreux régional, à la cité 19 mars à El-Oued.

Un financement de plus de quatre (4) milliards DA (études, réalisation et suivi) avait



été dégagé pour le projet, puisé du Fonds spécial de développement des régions du Sud, en plus d'une enveloppe de 1,5 milliard DA pour son équipement, selon la fiche technique du projet.

L'EHS Mère-Enfant d'El-Oued offre diverses prestations assurées par un corps médical et paramédical composé de 360 personnes, dont des praticiens spécialistes (30), des généralistes (68), des sages femmes (42), des pharmaciens (8), des psychocliniciens (7), des agents médicaux en anesthésie-réanimation (21), en sus des paramédicaux (314).

Pas moins de 20.667 hospitalisation ont été enregistrées l'an dernier, avec 4.439 interventions chirurgicales, dont 2.509 interventions pour enfants et 1.930 interventions au niveau du service de gynécologie-obstétrique, selon les données fournies par le secteur de la Santé.

BATNA

Divers équipements au profit des établissements de jeunesse situés en zones reculées

Des équipements pédagogiques, sportifs et de loisirs ont été remis à 14 établissements de jeunesse situés dans des zones reculées de la wilaya de Batna, au cours d'une cérémonie présidée par le wali Mohamed Benmalek, lundi au pôle culturel et sportif de la cité Kechida, à Batna. Le directeur de la Jeunesse et des Sports (DJS), Nabil Hadid, a souligné

que "c'est la première fois qu'une aussi importante opération de remise de matériels destinés à autant de structures de jeunes s'effectue en seule fois". Il a également indiqué que l'initiative, qui a "concerné, prioritairement, des structures de jeunesse de 10 daïras éloignées et difficiles d'accès, telles que les auberges de jeunes et les salles polyvalentes, se poursuivra par

étapes pour inclure les 141 structures que compte la wilaya". Selon M. Hadid, cette opération est "destinée à promouvoir les activités de jeunesse, qu'elles soient sportives, culturelles ou récréatives", et à "permettre aux jeunes de ces régions de disposer des moyens nécessaires pour s'adonner à leurs activités favorites".

En marge de la remise des équi-

pements aux structures concernées, effectuée en présence de cadres et de responsables de certaines communes, des "Portes ouvertes" ont été organisées au niveau de Maisons de jeunes "modèles", ainsi qu'une exposition de travaux exécutés par des jeunes, mettant en relief leurs talents en dessin, en informatique et en photographie.

TIPASA

Ouverture de la mosquée-pôle à l'occasion du mois de Ramadhan

La mosquée-pôle de Tipasa, une des plus grandes mosquées d'Algérie, ouvrira ses portes aux fidèles à l'occasion du mois de Ramadhan après l'achèvement des travaux de sa réalisation, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.

La mosquée fait actuellement l'objet des dernières retouches précédant sa mise en service. Il s'agit, notamment, de la pose des tapis de prière, de la mise en place de l'éclairage et de l'équipement de la salle des ablutions,

a indiqué la cellule de communication de la wilaya.

L'annonce de l'ouverture prochaine de la mosquée-pôle a été faite à l'issue d'une visite d'inspection du chantier par le wali, Ali Moulay, où il s'est enquis des derniers travaux en cours avant sa mise en service dans le cadre des différents préparatifs pour le mois de Ramadhan, selon la même source.

Le projet de la mosquée-pôle, dont le maître d'ouvrage est la direction des équipements

publics, a été concrétisé dans le cadre d'un programme gouvernemental portant sur la réalisation de 10 édifices religieux similaires à travers le pays.

La mosquée a été construite à l'ouest de la ville de Tipasa, sur un site surplombant la mer et à proximité d'une place publique très fréquentée par un grand nombre de citoyens et de touristes. Elle est aussi mitoyenne au Centre culturel islamique et à une école coranique.

DISPARU LORS DES INONDATIONS À AÏN TÉMOUCHENT

Vastes opérations de recherche d'un agent de la Protection civile

Les opérations de recherche se poursuivent, lundi, pour retrouver un agent de la Protection civile porté disparu depuis dimanche suite aux inondations provoquées par les fortes pluies dans un oued de la commune de Sidi Ben Adda (Aïn Témouchent), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya. Les recherches ininterrompues

depuis la disparition de l'agent, ont été renforcées par des équipes de soutien des services de la Protection civile des wilayas de Mascara, Sidi Bel-Abbès, Tlemcen et Oran.

Ces renforts contribuent aux opérations de ratissage du lit de l'oued traversant le tronçon de la route nationale (RN 96), situé dans la commune de Sidi Ben Adda, a indiqué le capi-

taine Sidi Ahmed Belhadj, chargé de la communication à la direction de la Protection civile d'Aïn Témouchent.

Le périmètre de recherche a été élargi aux zones avoisinantes du cours d'eau, avec la participation de nombreux citoyens venus prêter main forte aux services de la Protection civile, a fait savoir la même source.

Tous les moyens humains et matériels

nécessaires ont été mobilisés, y compris des équipes de plongeurs, des unités d'intervention en milieux difficiles ainsi que des brigades cynotechniques.

Au total, 346 agents ont été déployés dans ces opérations de recherche afin de retrouver leur collègue, qui exerçait à l'unité de la Protection civile de la commune d'Aïn Tolba, précise-t-on de même source.

BITCOIN, E-DOLLAR, CRYPTOS

Ce qu'il faut retenir des premiers actes de Trump

Le décret sur la finance numérique a été publié et confirme l'attitude résolument pro crypto de l'administration Trump. Non sans quelques déconvenues toutefois. Par Nathalie Janson, économiste.

Par Nathalie Janson (*)

Les communautés Bitcoin et Crypto attendaient avec impatience la publication du décret Trump sur les cryptomonnaies et les monnaies numériques de banque centrale. Le décret Strengthening American Leadership in Digital Financial Technology a été publié et confirme l'attitude résolument pro crypto de l'administration Trump contrairement à celle de l'époque Biden. Le secteur des cryptos était resté dans les limbes pris en étau entre la Security Exchange Commission (SEC) - dirigée alors par Gary Gensler - qui prenait des décisions jugées arbitraires. Il avait notamment requalifié des tokens en titres financiers en recourant au test de Howey - le cas le plus emblématique ayant été celui de XRP Ripple dont les mésaventures juridiques ne sont toujours pas terminées. Cette incertitude n'affectait pas le Bitcoin, seule crypto à être considérée comme une matière première parce que d'une part, aucune entité ne possède le Bitcoin (c'est une communauté d'ordinateurs décentralisés) et il existe en quantité limitée. Trump avait annoncé pendant sa campagne électorale sa ferme attention de mettre un terme à l'absence de règles claires et homogénéiser la constellation de législations adoptées au niveau des Etats américains. Déception des « bitcoin maximalistes » - ceux pour qui seul le Bitcoin est une vraie proposition de valeur - lors de la signature de ce décret des : le sort réservé au projet de réserve stratégique en Bitcoin évoqué durant la campagne par Donald Trump qui reprenait le Bitcoin Reserve Act proposé par la Sénatrice Lummis. Finalement, la question est soumise à un comité et il ne s'agit plus seulement d'une réserve stratégique uniquement en Bitcoin mais d'une réserve stratégique en cryptomonnaies et Bitcoin. Cette déconvenue s'ajoute à l'épisode du lancement du Trump meme coin ainsi que de celui de Melania le 18 Janvier 2025, ces projets relevant davantage du culte de la personnalité pour favoriser le financement de projets dont la question du mode de sélection se pose sérieusement, prêtant le flanc aux critiques de délits d'initiés et de conflits d'intérêt, voire de corruption... Seule bonne nouvelle : l'interdiction de poursuivre le projet de dollar digital même si ce projet était moribond par rapport à ses principaux concurrents sur la scène internationale, notamment en raison d'une forte opposition des Américains à ce qui s'apparente comme une possible intrusion du gouvernement dans les transactions de chacun. En effet, la monnaie numérique de



banque centrale chinoise est déployée depuis 2021, même si elle l'est dans une version limitée. Dans la zone Euro, après consultation, il a été décidé de lancer la première phase de test de l'e-Euro en novembre 2023. Les principales banques centrales ont sérieusement considéré la question du développement d'une digitalisation de leur monnaie après l'annonce du projet Libra indirectement piloté par Facebook en juin 2019, événement déclencheur. Ce projet leur a fait comprendre que leur souveraineté monétaire pouvait être menacée par une entité privée. Jusque-là, certaines banques centrales planchaient plutôt sur des projets numériques de monnaie « de gros » pour améliorer l'efficacité des paiements interbancaires (la banque de France était assez en pointe sur le sujet). Après cette prise de conscience, les banques centrales se sont persuadées qu'il fallait en réalité déployer une monnaie numérique de détail. Cependant, un tel projet est plus complexe qu'il n'y paraît. Il va au-delà de la simple digitalisation du billet. L'expérience de la banque centrale de Suède - Riksbank - est éloquent à ce sujet. En effet, elle était pionnière en 2017 en raison d'une baisse drastique de l'utilisation du cash : Après les trois phases de test pour le pilote, la banque centrale de Suède a décidé de ne pas déployer le E-Krona pour la raison suivante : « Une enquête sur le rôle de l'Etat dans le marché des paiements, présentée en mars 2023, conclut qu'il n'existe actuellement pas de besoin social suffisant pour que la Riksbank émette une e-krona. ».

Comment concilier les injonctions contradictoires d'une MNBC ?

En réalité, il existe plusieurs architectures possibles de MNBC, comme l'exposent clairement Auer et Böhme (Working Paper BRI publié en 2021 « Central bank digital currency: the quest for minimally invasive technology »), . Les auteurs en distinguent trois: la gestion centralisée et directe de la MNBC

par la banque centrale, la gestion déléguée aux banques et fournisseurs privés de paiements (PSP) et, pour finir, la gestion par les banques et fournisseurs privés de paiement d'une sorte de stablecoin (monnaie stable) adossé à 100 % à la MNBC. La première architecture a comme principale risque d'évincer le secteur bancaire dans l'économie et de désintermédier l'économie outre le risque de tracer les transactions des citoyens. En effet, si la population a un compte directement auprès de la banque centrale, le danger est que leurs transactions puissent être tracées - voire programmées - et qu'elle préfère cette monnaie numérique aux comptes courants de leur banque étant donné la totale garantie que représente la banque centrale. Les banques commerciales verraient leur création monétaire réduite à zéro et leur rôle se cantonner à un simple intermédiaire de crédit avec des marges réduites. L'inconvénient pour la banque centrale est la responsabilité majeure de la gestion des paiements et des données, ce qui les met face à un défi de taille. Pour les citoyens, c'est le possible micro-management de leurs dépenses et l'invasion de leur vie privée, sujet rédhibitoire pour les Américains. À l'inverse, dans le dernier type d'architecture, les banques et autres fournisseurs de paiement pourraient émettre leur propre stablecoin adossé à la MNBC. Dans ce cas, la garantie des stablecoins serait similaire aux comptes courants. Aujourd'hui, les projets de MNBC sont principalement envisagés comme un système à deux niveaux : la banque centrale émet la MNBC et la distribution est effectuée par les banques et autres fournisseurs de paiements autorisés. Cette architecture permet à la banque centrale de s'assurer de la valeur ajoutée des services développés par les opérateurs privés, qui vont de l'intégration à des plateformes de commerce à la connexion avec des produits financiers. La banque centrale a besoin des banques et autres fournisseurs privés de paiements pour offrir une MNBC inno-

vante et attractive. C'est d'ailleurs cette réflexion qui est au centre du rapport de la phase 3 de la E-Krona, publié en octobre 2023 et qui explique la décision de ne pas poursuivre pour le moment. En effet, les questions concernent essentiellement le modèle de monnaie numérique - basée sur un registre distribué (DLT) ou sur un compte (account-based) -, le modèle de coopération entre les participants et la banque centrale et enfin sur le modèle de gouvernance. La banque centrale souhaitera opter pour le modèle qui garantit le mieux l'intégrité de la marque. Cette dimension est très présente dans les discussions entre les banques européennes et la BCE dans cette première phase de test de l'e-Euro. Afin de garantir aux banques que l'e-Euro ne va pas concurrencer les comptes courants bancaires et va être utilisé à seule fin de paiement et non comme véhicule de thésaurisation, la BCE en limitera le montant maximum détenu par personne - limite de 500 euros souvent évoquée. A ce titre, dans leur post du 19 février 2024, Ulrich Bindseil, Piero Cipollone et Jürgen Schaff de la Banque Centrale Européenne enfoncent le clou : « Les banques sont inquiètes de voir leurs clients détenir davantage d'euro numérique aux dépens des comptes courants. Leurs inquiétudes sont infondées. L'euro numérique sera un moyen de paiement et non un véhicule d'investissement ». Le wallet de l'e-Euro fonctionnerait en vase communicant entre le wallet et les comptes courants des clients. Ce système semble très simple sur le papier mais pose des casse-tête en back office pour les banques parce qu'elles doivent gérer une monnaie traditionnelle « account-based » avec un e-Euro basé sur un registre distribué. Les banques évoquent les coûts importants pour une utilisation somme toute limitée et ne comprennent pas quelles incitations elles auraient à promouvoir ce wallet. Bien en a pris à Donald Trump de mettre un terme au projet de dollar numérique - outre le fait que les États-Unis jouissent du statut de monnaie internationale. Ce projet de MNBC illustre l'impossibilité de concilier innovation et centralisation. Les technologies sous-jacentes au Bitcoin et aux cryptomonnaies répondent à des impératifs que les banques centrales peuvent difficilement percevoir compte tenu de sa position de monopole. La MNBC par la banque centrale, la gestion déléguée aux banques et fournisseurs privés de paiements (PSP) et, pour finir, la gestion par les banques et fournisseurs privés de paiement d'une sorte de stablecoin (monnaie stable) adossé à 100 % à la MNBC.

Source : La Tribune. fr

ÉNERGIES
RENOUVELABLES
**L'Égypte mise sur
1500 MWh de
stockage par
batteries**

Le gouvernement égyptien essaie d'élargir l'accès à l'électricité en s'appuyant sur les énergies renouvelables. Dans le même temps, le pays fait face à des défis d'approvisionnement en électricité en raison notamment de la baisse de sa production de gaz. Le gouvernement égyptien prévoit de participer à la construction de deux unités de stockage d'électricité par batteries d'une capacité combinée de 1500 MWh. Selon les informations officialisées dimanche 23 février par les autorités, un accord a été signé à cet effet entre l'Egyptian Electricity Transmission Company (EETC) et AMEA Power, entreprise émiratie spécialisée dans la production d'énergies renouvelables. Les deux partenaires ont convenu sur la base de cet accord que 1000 MWh et 500 MWh seront stockés respectivement à partir de l'énergie produite au niveau du parc solaire de Benban et du parc éolien de Zafarana. Ainsi, l'initiative devrait permettre au pays de stocker de l'énergie solaire et éolienne qui sera ensuite réinjectée dans le réseau électrique via de nouvelles infrastructures adaptées. Le but étant de stabiliser la fourniture d'électricité et de maximiser l'exploitation du renouvelable. Dans l'ensemble, ce partenariat avec AMEA Power s'aligne sur l'objectif de l'Égypte d'atteindre 40 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique d'ici 2040, conformément à la politique énergétique révisée fin octobre 2024. En attendant plus de détails sur le début de la construction de ces unités, le pays continue d'investir dans la recherche et l'exploitation de nouveaux gisements de gaz naturel pour compenser la baisse de sa production liée à l'arrivée à maturité du champ Zohr, son plus grand champ gazier.

SELON MOODY'S

La Vision 2030 de l'Arabie saoudite stimule la croissance des marchés de capitaux dans le Golfe

La stratégie de diversification économique de l'Arabie saoudite transforme les marchés de capitaux locaux et stimule la croissance régionale, positionnant le Conseil de coopération du Golfe comme un centre financier émergent, selon un rapport de l'agence de notation Moody's.

L'ambitieux plan Vision 2030 du Royaume est en train de remodeler le paysage financier du pays, les marchés de capitaux étant essentiels pour financer les projets d'investissement à grande échelle et attirer les investisseurs mondiaux. L'étude indique en outre que les fonds souverains joueront le rôle de "catalyseurs du développement des marchés de capitaux et placeront la région sur la carte mondiale des investissements". L'expansion des marchés de capitaux du Golfe est stimulée par la diversification économique et les réformes structurelles. La Vision 2030 a accéléré les investissements dans les principaux secteurs non pétroliers, créant de nouvelles opportunités qui alimentent la croissance du marché. L'analyse de Moody's s'aligne sur les rapports récents qui soulignent la croissance significative du marché des capitaux de l'Arabie saoudite. Au cours des cinq dernières années, le Royaume a levé 274 milliards de dollars, dont 130 milliards de dollars d'émissions libellées en dollars américains et 144 milliards de dollars localement en riyals saoudiens. De plus, la bourse saoudienne a enregistré une augmentation de 40% de la liquidité en 2024 par rapport à l'année 2023. La participation étrangère est considé-

rée comme essentielle pour cette transformation, et "les marchés de capitaux de la dette ont une marge de manœuvre importante pour l'expansion", indique le rapport. Les réformes réglementaires devraient stimuler davantage l'investissement international en actions en assouplissant les règles relatives à la propriété étrangère et les nouvelles exigences en matière d'offre, en attirant des entrées passives et actives et en encourageant une plus grande participation du secteur privé. Ces améliorations réglementaires et opérationnelles ont déjà conduit à l'inclusion du marché des actions saoudien dans les indices mondiaux, stimulant la liquidité et l'investissement institutionnel, avec une croissance supplémentaire attendue de l'augmentation des offres publiques initiales, selon l'étude. Les marchés du crédit privé devraient également se développer à mesure que l'appétit des investisseurs pour les investissements alternatifs augmente. Compte tenu des besoins de financement importants associés à la transformation économique, les investissements alternatifs gagneront en attrait. Moody's estime qu'il s'agit notamment de fonds de crédit privé régionaux et mondiaux, de prêts directs et de solutions de financement structuré. Le crédit privé apparaît également comme une alternative viable pour les

petites et moyennes entreprises, ce qui fait de cette option une solution viable pour ce segment mal desservi, car les banques ont toujours été prudentes dans l'octroi de prêts aux PME. Malgré les perspectives de forte croissance, des défis subsistent, souligne le rapport : « Les complexités réglementaires et juridiques, ainsi que les antécédents limités de certaines catégories d'actifs, peuvent entraver la croissance à long terme ». En outre, la dépendance de la région à l'égard des exportations d'hydrocarbures et son exposition aux risques géopolitiques pourraient avoir un impact sur la stabilité du marché et le sentiment des investisseurs. Les fonds souverains continueront à jouer un rôle majeur dans l'évolution des marchés de capitaux régionaux, car ils fournissent des liquidités, améliorent la profondeur du marché et renforcent la confiance des investisseurs étrangers. "Le Fonds d'investissement public d'Arabie saoudite a joué un rôle central dans la stratégie de diversification économique du Royaume en orientant les investissements vers des secteurs clés non pétroliers et en planifiant des introductions en bourse importantes, ce qui a permis de rehausser le profil du marché boursier saoudien", a conclu le rapport.

TUNISIE

85% des entreprises s'orientent vers le leasing et se retrouvent contraintes de le faire

Intervenu sur les ondes de radio Express FM, Aslan Berjeb, président de la Confédération des entreprises citoyennes (CONNECT), a déclaré, ce lundi 24 février 2025, que le tissu économique repose sur les petites et moyennes entreprises, qui représentent près de 90%. Il a expliqué, à cet effet, que la baromètre « Meqyas », publié dans sa septième session, est devenue une force de proposition pour les secteurs public et privé et est réalisé en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le Développement. Aslan Berjeb a d'ailleurs indiqué que les petites et moyennes entreprises ont permis la création de 27 mille emplois nets dans le secteur privé.

Dans le même propos, le président de la CONNECT a ajouté qu'il faut compter sur les PME en tant que locomotive de l'emploi, soulignant que ces entreprises, selon l'Institut national de la statistique (INS), fournissent entre 6 et 199 emplois. De plus, il a précisé que 73,4% des petites et moyennes entreprises sont familiales confortant ainsi le fait que l'approche d'investissement en Tunisie soit une approche familiale. Aslan Berjeb a expliqué que l'échelle comprend 502 institutions selon une représentation scientifique des statistiques cohérente avec les petites et moyennes entreprises. Et l'invité d'Express FM de poursuivre que seulement 12,2% des entreprises avaient une représentante légale, ce

qui est un faible pourcentage, soulignant que 71,2% des entreprises dirigées par des femmes réalisaient des bénéfices. En outre, Aslan Berjeb a mis l'accent sur les problèmes d'accès au financement pour ces entreprises, confirmant que le financement est disponible mais que les difficultés concernent la possibilité d'y accéder. Ainsi 48,6% des petites et moyennes entreprises n'ont jamais demandé de financement. Et le président de la CONNECT d'ajouter qu'il faut changer la réalité et envisager de nouvelles lois afin de garantir le financement de ces entreprises. Et ceci est le rôle des différentes parties. Il a indiqué également que 85% des entreprises s'orientent vers le leasing et se

retrouvent d'ailleurs contraintes de le faire. Par ailleurs, Aslan Berjeb a souligné que la plupart des entreprises gardent un certain optimisme en leur sein, indiquant que le chef de la petite et moyenne entreprise fait face à de grandes difficultés. Les politiques publiques doivent être orientées vers ce type d'entreprises ainsi que les jeunes entrepreneurs. Dans la foulée, il a souligné que le marché tunisien doit être basé essentiellement sur l'industrie et les services tunisiens, et que l'accent doit être mis sur l'exportation et en faire même une mentalité : l'internationalisation des entreprises est un moyen de réussir, selon lui.

BURKINA FASO

Les initiatives se multiplient dans la transformation locale de blé

Au Burkina Faso, la farine de blé figure parmi les principaux produits alimentaires importés. Dans le pays, l'émergence de nouvelles unités de transformation locales soutient les ambitions du gouvernement qui cherche à réduire la dépendance aux importations de farine de blé.

Le 20 février dernier, le président Ibrahim Traoré a inauguré une minoterie basée à Gampéla dans la commune de Saaba, située dans le centre du pays. Baptisée Moulin Double Star (M2S), l'usine qui a mobilisé un investissement total de 15 milliards de francs CFA (24 millions \$), est l'œuvre du groupe Zidnaba Industrie. Selon les responsables de l'entreprise, cette nouvelle installation est dotée d'une capacité de production de 220 tonnes de farine et 80 tonnes de son de blé par jour. Il s'agit du dernier projet en date réalisé sur le segment de la transformation de blé au Burkina Faso. En septembre dernier, un projet de construction d'une unité de fabrication de pâte alimentaire intégrant une minoterie et baptisée Anadolu Industrie, avait déjà été lancée dans la commune de Toecé pour un coût

total de 14,4 millions \$. Ces différents projets interviennent alors que le gouvernement met en place des mesures pour promouvoir le développement d'une industrie locale afin de réduire la dépendance aux importations de farine de blé. C'est ainsi que les importations de farine de blé sont interdites au Burkina Faso depuis avril 2024 jusqu'à nouvel ordre par le ministère du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes entreprises. Plus récemment, le gouvernement burkinabè a décidé, le 19 septembre dernier en Conseil des ministres, d'appliquer une exonération de taxe au profit de la production locale de farine de blé. Selon les observateurs cette dernière mesure devrait permettre de réduire les charges fiscales des minotiers et encourager l'investissement des opérateurs privés dans

le secteur. D'un autre côté, la multiplication des unités de transformation devrait garantir un débouché sûr pour les agriculteurs qui se lancent dans la culture de blé qui n'en est encore qu'à ses débuts. Il faut rappeler que le gouvernement burkinabè a, en effet entrepris depuis 2023, de relancer la production locale de blé avec pour objectif à terme de mettre un terme à ses importations de la céréale. Ainsi après une récolte modeste de 250 tonnes obtenue en 2024, les autorités ambitionnent de faire passer la production à 6 500 tonnes en 2025. En 2023, le Burkina Faso a importé 16 359 tonnes de farine de blé, d'une valeur de près de 3,2 milliards de francs CFA (5,1 millions \$), selon les données compilées par l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD).

KENYA

Plus de 77 millions \$ pour électrifier les régions isolées à l'énergie solaire

Le Kenya poursuit sa transition énergétique en misant sur des infrastructures modernes et des solutions innovantes. Entre investissements stratégiques et intégration des énergies renouvelables, le pays vise l'accès universel à l'électricité. Le vendredi 21 février, le gouvernement kényan a signé, à travers Kenya Power et la Rural Electrification and Renewable Energy Corporation, 20 contrats d'une valeur totale de 10 milliards KSh (environ 77,2 millions USD) avec des entrepreneurs privés, afin de financer des infrastructures solaires dans les comtés mal desservis. Cette initiative qui s'inscrit dans le cadre du Kenya Off-Grid Solar Access Project (KOSAP), un programme doté de 150 millions USD et soutenu par la Banque Mondiale, vise à accélérer l'électrification des zones rurales du pays à travers 113 mini-réseaux solaires et l'installation de 343 dispositifs solaires autonomes pour les écoles, hôpitaux et bâtiments administratifs. « Ces contrats démontrent notre engagement à ne laisser aucun Kenyan de côté dans nos efforts pour atteindre l'accès universel à l'électricité. En exploitant l'énergie solaire, nous fournissons une solution durable et rentable qui alimentera les communautés mal desservies, stimulera la croissance économique et améliorera les moyens de subsistance » a déclaré le président William Ruto, témoin de la signature des contrats. Le Kenya combine extension du réseau national et solutions hors réseau pour électrifier l'ensemble de son territoire. En parallèle du programme KOSAP, Kenya Power investit 1 milliard KSh pour moderniser les infrastructures électriques dans l'ouest du pays. Par ailleurs, le Last Mile Connectivity Project financé à hauteur de 27 milliards KSh par l'Union européenne, l'Agence française de développement et la Banque européenne d'investissement, prévoit de connecter 280 000 foyers supplémentaires au réseau national.

BOTSWANA

Lucara a résisté en 2024 à la crise du diamant avec une hausse de revenus

Lucara Diamond a généré 172 millions \$ de revenus en 2023 grâce à la vente de 379 287 carats. Alors que ses pairs de l'industrie ont enregistré des baisses significatives l'année dernière, la compagnie active au Botswana a pu compter sur la qualité des diamants de sa mine pour accroître ses revenus. Au Botswana, Lucara Diamond a enregistré des revenus de 203,9

millions \$ en 2024, contre 172,4 millions \$ l'année précédente. Cette hausse de 18 %, révélée dans les résultats annuels de la compagnie publiés vendredi 21 février, intervient après une année au cours de laquelle les prix et la demande de diamants ont drastiquement baissé. Il faut souligner que la hausse des revenus de Lucara est notamment portée par une progression de 5

% en glissement annuel des ventes de diamants qui ont atteint 399 215 carats. La compagnie bénéficie aussi de la particularité de sa mine botswanaise Karowe, connue pour livrer de gros diamants. Ces gros diamants pesant plus de 10,8 carats représentent environ 60 à 70 % des revenus annuels de Lucara. En 2024, la compagnie a récupéré 807 pierres de ce type,

représentant 7,6 % du total des diamants produits à la mine contre 5,3 % en 2023. Notons que Lucara Diamond s'attend en 2025 à une nouvelle hausse de revenus, avec un objectif compris entre 195 millions et 225 millions \$. 79 % des carats récupérés cette année devraient ainsi provenir d'une zone de la mine propice aux découvertes de diamants d'une taille supérieure.

Il faut tout de même souligner que les revenus générés par Lucara en 2024 sont inférieurs à ses prévisions initiales de 220 à 250 millions \$, qui ont par la suite été révisées à la baisse. Pour l'heure, les nouvelles prévisions de la compagnie tiennent compte notamment d'une amélioration de la situation du marché mondial des diamants et peuvent toujours subir des modifications.

SÉNÉGAL

Le pays s'engage à fournir l'électricité à 6,6 millions de personnes de plus d'ici 2030

Le Sénégal accélère son électrification avec un ambitieux plan qui mise sur les énergies renouvelables, l'intégration régionale et l'investissement privé. Le pays vise un accès universel à l'horizon 2030, tout en renforçant la viabilité de son secteur énergétique. À l'occasion du sommet énergétique Mission 300 tenu en janvier 2025, le Sénégal a dévoilé son « Pacte National pour l'Énergie », une initiative structurante alignée sur son Plan opérationnel pour l'accès universel SEforALL et l'Objectif de Développement Durable (ODD) n°7 des Nations unies. Le gouvernement s'engage ainsi à fournir de l'électricité à 6,6 millions de personnes supplémentaires d'ici

2030 et à atteindre un taux d'électrification de 100%, contre 84% actuellement. Le pacte vise aussi à accélérer l'accès à des solutions modernes de cuisson pour toucher 15,8 millions de personnes, porter la part du renouvelable à 40% du mix énergétique, tout en mobilisant 2,3 milliards USD d'investissements privés pour développer le secteur. Pour atteindre ces objectifs, les autorités sénégalaises ont un programme d'action structuré autour de 5 axes. La modernisation des infrastructures énergétiques ; l'intégration régionale accrue avec un renforcement du commerce transfrontalier de l'électricité via la CE-DEAO ; le déploiement d'énergies renou-

velables décentralisées (ERD) et de solutions de cuisson propre avec un suivi digitalisé des projets ; l'incitation du secteur privé par des concessions de projets d'électrification et des mécanismes de subvention pour les mini-réseaux ; et enfin le renforcement de la viabilité financière de SENELEC, avec une optimisation des coûts et une réduction progressive des subventions. Avec un taux d'électrification de 84% en 2023, le Sénégal est l'un des leaders sur ce segment en Afrique de l'Ouest. Ce chiffre masque toutefois des disparités aussi bien géographiques que socioéconomiques. Le taux d'électrification urbaine est de 97,1% contre 64,5% en milieu rural, tandis que

le taux d'accès des ménages les plus pauvres est de 17,4%, contre 94,5% pour les plus riches. Les enjeux sont donc sociaux autant qu'énergétiques, l'accès inégal à l'électricité renforçant les disparités économiques. La mise en œuvre du Pacte National pour l'Énergie permettra de réduire ces inégalités, mais elle nécessitera une mobilisation efficace des financements, notamment privés. Si le Sénégal parvient à stabiliser son réseau, diversifier son mix énergétique et renforcer l'inclusion énergétique rurale, il pourrait devenir un modèle de transition réussie en Afrique de l'Ouest, combinant croissance économique et électrification durable.

BOURSES D'ASIE

En repli à la fermeture

Les Bourses en Asie plongeaient de concert mardi, les marchés s'alarment d'un renforcement des restrictions américaines visant la tech chinoise et d'une aggravation des tensions commerciales alors que Donald Trump semble déterminé à cibler le Mexique et le Canada.

Vers 04H00 GMT à la Bourse de Tokyo, au lendemain d'un jour férié, l'indice vedette Nikkei perdait 1,14% à 38.335,11 points, et l'indice élargi Topix 0,29% à 2.728,54 points. La Bourse de Séoul reculait de 0,43% et Sydney de 0,66%. Les marchés asiatiques faisaient grise mine dans le sillage d'une mauvaise performance de Wall Street --plombée lundi par le recul de certaines grandes capitalisations du secteur de la tech. De quoi doucher l'enthousiasme des investisseurs --et pénaliser particulièrement les titres liés à l'industrie des semi-conducteurs, dont l'activité est pour certaine étroitement dépendante

Le franc CFA a perdu 4 % face au dollar et au franc guinéen, mais a pris 40 % sur le naira

En 2024, l'euro a progressivement baissé face au dollar, chutant de 1,12 USD/EUR en septembre à environ 1,02 USD/EUR en janvier 2025, entraînant par effet direct un affaiblissement du franc CFA vis-à-vis du dollar. En 2024, le franc CFA a connu une volatilité marquée sur le marché des changes. La monnaie commune à huit pays d'Afrique de l'Ouest s'est dépréciée de 4,06 % face au dollar américain et de 4,29 % face au franc guinéen. À l'inverse, elle a enregistré un bond significatif de 40,30 % face au naira nigérian. Des mouvements qui reflètent autant la dynamique des grandes devises que les turbulences économiques de la région. La Fed dicte sa loi Face au billet vert, le franc CFA a continué son repli, en partie à cause d'une politique monétaire américaine restée restrictive pendant la majeure partie de l'année. La Réserve fédérale a maintenu

de la Chine: Advantest (-5,11%), Disco Corp (-5,03%) ou encore Tokyo Electron (-3,83%) dégringolaient. Et ce à l'unisson du géant du secteur TSMC (-1,86%) à la Bourse de Taipei. La place tokyoïte était par ailleurs pénalisée par un renforcement de la monnaie nippone, toujours portée par la perspective de hausses de taux de la Banque du Japon. Elle s'appréciait de 0,04% à 149,67 yens pour un dollar, confortant ses gains de la semaine précédente --de quoi rendre moins attractives les ventes à l'international des groupes exportateurs japonais. De leur côté, les grandes maisons de courtage japonaises comme Itochu (7,03%), Mitsui (+4,96%) ou Sumi-

tomo (+6,65%) s'envolaient au contraire, à rebours du marché, soutenus par le projet du conglomérat Berkshire Hathaway du milliardaire Warren Buffett de renforcer ses investissements dans ce secteur au Japon, soulignait le courtier IwaiCosmo. L'action de Nissan avait bondi de plus de 11% vendredi à Tokyo, sur l'espoir de voir le groupe américain Tesla investir dans le constructeur japonais en fortes difficultés financières. Vers 04H00 GMT à la Bourse de Hong Kong, l'indice Hang Seng cédaït 0,62% à 23.196,33 points. L'indice composite de Shanghai reculait de 0,14% et celui de Shenzhen était en quasi-équilibre (+0,04%). La fièvre qui avait porté l'envolée pen-

dant plusieurs semaines des valeurs technologiques, depuis le succès inattendu de l'outsider chinois de l'intelligence artificielle DeepSeek, semble s'être soudainement refroidie, pénalisée par les menaces américaines... et des prises de bénéfices d'investisseurs prudents. Alibaba lâchait 2,65% à la Bourse de Hong Kong: il avait déjà chuté de plus de 9% à Wall Street quelques heures plus tôt, après avoir annoncé vouloir investir 50 milliards d'euros. Tencent abandonnait 2,17%. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain progressait de 0,66% à 71,17 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord de 0,51% à 75,16 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 24 Février 2025 Valeur : 26 Février 2025				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.5275	134.5425
1	EUR	EURO	141.1059	141.1351
1	GBP	POUND STERLING	170.0297	170.0702
100	JPY	JAPANESE YEN	89.9849	90.0010
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5622	18.5660
1	CHF	SWISS FRANC	149.9916	150.0920
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.7577	94.7883
1	DKK	DANISH KRONE	18.9166	18.9201
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.6693	12.6731
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0979	12.1031
1	AED	UAE DIRHAM	36.6241	36.6331
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8721	35.8780
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.0697	436.2597
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.2192	42.6435
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5194	13.5209
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3213	27.4616
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3692	3.3796
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.6143	176.6143

LES PRIX DU CACAO CHUTENT À NEW YORK

Les incertitudes demeurent sur l'offre

En 2024, les cours mondiaux du cacao ont enchaîné plusieurs records. Si des tensions demeurent sur le marché, le rallye des prix reste plus modéré en ce début d'année. Le 21 février dernier, la tonne de cacao a clôturé à 8 934 \$ sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de New York, marquant une troisième séance consécutive de baisse. Il s'agit du plus bas niveau des cours observé depuis 3 mois. D'après les observateurs, cette plongée des prix du cacao est principalement liée aux récents mouvements sur les

marchés. Une analyse des données sur la plateforme YCharts révèle ainsi que le nombre total de contrats à terme sur le cacao en cours sur l'ICE (ICE Cocoa Futures Open Interest) a atteint 115 974 au 17 février contre 121 018 une semaine plus tôt et 250 109 le 20 février 2024. Cette baisse indique des liquidations de positions longues par les fonds spéculatifs afin de récupérer leurs bénéfices, ce qui suggère que les acteurs misent à court terme sur un retournement du marché. Sur ces dernières semaines, plu-

sieurs sources du marché, interrogées par Reuters, ont pronostiqué une baisse de 30 % des cours mondiaux d'ici la fin 2025 avec le ralentissement de la demande. Avec la flambée des prix du cacao tout au long de l'année 2024, les chocolatiers ont été impactés au niveau de leur approvisionnement en cacao physique alors que les contrats à terme sécurisés depuis quelques mois sont arrivés à expiration. Le 4 février dernier, Mondelez a notamment prévenu ses clients que les prix du chocolat pourraient grimper entre 30 et 50 % alors que Hershey annonçait le 7

février qu'il comptait reformuler ses produits afin d'en réduire la teneur en cacao. Si globalement, il y a un consensus sur l'effet de la baisse de la demande sur les prix, les incertitudes demeurent cependant sur l'évolution de l'offre et sa répercussion sur la situation du marché. « On sait que les prix élevés peuvent inciter à augmenter la production en Amérique du Sud, au Nigeria et au Cameroun, mais la situation générale dépendra surtout des bonnes récoltes de la Côte d'Ivoire et le Ghana. Sur ce point, il y a en-

core des incertitudes parce que nous devons encore attendre le prochain cycle de production qui va démarrer en avril. Des conditions climatiques favorables dans ces deux pays devraient entraîner une hausse de la production mondiale et nous pourrions voir un petit surplus en cette année. Mais il faut attendre et voir comment est-ce que les choses évoluent dans les prochains mois », a confié à l'Agence Ecofin, Steve Wateridge, expert mondial du cacao chez Tropical Research Services.

ESPAGNE

Le gouvernement veut effacer 83 milliards d’euros de dette contractée par les régions

Le gouvernement espagnol a relevé à 2,6%, contre 2,4% précédemment, ses prévisions de croissance pour 2025.

Cette mesure réclamée de longue date par la gauche espagnole vise à assainir les comptes des régions pour que celles-ci puissent emprunter plus facilement sur les marchés. Remettre les compteurs à zéro. Le gouvernement de gauche espagnol a annoncé, ce lundi 24 février, vouloir annuler 83,2 milliards d'euros de dette contractée par les régions vis-à-vis de l'Etat central après la crise financière de 2008, dans le cadre d'un "effort sans précédent" pour "assainir" leurs comptes. Cette proposition, qui sera soumise mercredi à un vote des régions avant d'être débattue au Congrès des députés, "va bénéficier à l'ensemble des Communautés autonomes (nom des régions espagnoles, ndlr)", a assuré la ministre du Budget, Maria Jesús Montero, lors d'une conférence de presse. Ces dernières vont, en effet, pouvoir "réduire leur ratio d'endettement" et "assainir" leurs comptes, ce qui signifie qu'elles pourront "se financer sur les marchés avec plus de facilité", a ajouté la responsa-

ble socialiste, numéro deux du gouvernement de Pedro Sánchez. Pour l'exécutif, c'est une façon de "reconnaître que la réponse apportée lors de la crise financière par le gouvernement espagnol", alors dirigé par le Parti populaire (PP, droite), "n'a pas été adéquate et a entraîné une détérioration importante des comptes" des régions, a-t-elle insisté.

Une mesure réclamée de longue date par la gauche

Selon le parti indépendantiste catalan ERC (Gauche républicaine de Catalogne), qui réclamait de longue date l'annulation de cette dette contractée en raison d'une baisse des rentrées fiscales provoquée par la crise, 17,1 de ces 83,2 milliards d'euros bénéficieront à la Catalogne.

Cela représente "19,9% de la dette" globale de la région, s'est félicité lors d'un point presse Oriol Junqueras, président d'ERC, formation soutenant le gouvernement de gauche espagnol au Parlement.

"Nous sommes allés un peu plus loin que ce qui était initialement prévu", a-t-il insisté. Dans le cadre d'un accord scellé avec ERC à l'automne 2023, le parti socialiste espagnol s'était engagé à annuler 15 milliards d'euros de dette contractée par la Catalogne via un fonds créé durant la crise de 2008, qui avait mis à genoux l'économie du pays. Les socialistes, confrontés à la grogne des autres communautés autonomes, avaient alors promis que cet accord serait étendu à toutes les régions ayant recouru au même fonds, créé pour aider des communautés autonomes asphyxiées durant cette période. La dette de l'ensemble des administrations publiques espagnoles (Etat central, organismes de sécurité sociale et collectivités locales) s'est établie fin 2024 à 1.622 milliards d'euros, soit 101,8% du PIB, selon la Banque d'Espagne. Ce taux est meilleur que l'objectif du gouvernement, qui s'était engagé à ramener ce ratio à 102,5%, contre 105,1% fin 2023.

POUR L'INVESTISSEMENT DANS L'IA L'UE va mobiliser 200 milliards d’euros

La Commission européenne a également annoncé un fonds spécifique aux gigafactories d'IA pour permettre aux entreprises d'entraîner leurs modèles d'IA. L'Europe va mobiliser 200 milliards d'euros pour investir dans l'intelligence artificielle, a annoncé Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, lors du sommet AI Action qui se tient à Paris. Sur cette somme, 20 milliards d'euros seront consacrés aux gigafactories de l'IA, ce qui, selon

la Commission, est nécessaire pour permettre le "développement collaboratif" des modèles d'IA les plus complexes. Cette annonce fait suite à celle du président français Emmanuel Macron, qui a annoncé dimanche un plan d'investissement de 109 milliards d'euros pour des projets d'IA en France dans les années à venir. Il a affirmé que cet investissement était "l'équivalent pour la France de ce que les États-Unis ont annoncé avec "Stargate"", en référence au programme de 500 milliards de dollars de l'OpenAI.

Mme Von der Leyen a déclaré qu'elle souhaitait que "l'IA soit une force pour le bien et pour la croissance". "Nous y parvenons grâce à notre propre approche européenne, fondée sur l'ouverture, la coopération et l'excellence des talents. Mais notre approche doit encore être renforcée. C'est pourquoi, avec nos États membres et nos partenaires, nous mobiliserons des capitaux sans précédent par l'intermédiaire d'InvestAI pour des gigafactories européennes de l'IA", a-t-elle ajouté.

Le mois dernier, le président américain Donald Trump a annoncé la création d'une coentreprise avec Stargate, OpenAI, Oracle et Softbank, afin d'investir des milliards de dollars dans l'infrastructure de l'IA dans le pays. L'équipe de la coentreprise créera une société distincte, qui déploiera 100 milliards de dollars (96 milliards d'euros) immédiatement et augmentera l'investissement jusqu'à 500 milliards de dollars (480 milliards d'euros) au cours des quatre années à venir.

ALLEMAGNE

Les milieux économiques réclament la formation rapide d’un gouvernement

La première économie européenne a connu en 2024 une deuxième année de récession d'affilée et les perspectives de croissance pour 2025 sont moroses. Les milieux économiques allemands ont appelé dimanche soir à la formation rapide d'un gouvernement capable de mener des réformes pour relancer la première économie européenne, malgré des négociations de coalition qui pourraient durer. Le leader de l'opposition conservatrice, Friedrich Merz, a affirmé vouloir former "le plus rapidement possible" un gouvernement, après la victoire dimanche de son camp aux législatives allemandes. Sans attendre les résultats défini-

tifs, les milieux économiques ont affiché leur impatience. "L'économie allemande a besoin urgemment d'un gouvernement stable et fonctionnel, doté d'une majorité claire au centre démocratique", a réclamé dimanche Peter Leibinger, président de la fédération industrielle BDI. Il s'agit de "lever rapidement le blocage décisionnel sur des questions essentielles (réduction de la bureaucratie, investissements publics, énergie, sécurité)", a-t-il ajouté. La première économie européenne a connu en 2024 une deuxième année de récession d'affilée et les perspectives de croissance pour 2025 sont moroses. "Plus l'incertitude persiste, plus les entreprises et les

consommateurs hésitent à investir, affaiblissant ainsi le pays", prévient Peter Leibinger.

"Nous n'avons plus le temps"

À l'exception du parti d'extrême droite AfD, dont le programme effraie les milieux économiques, les autres partis, notamment les sociaux-démocrates et les Verts, perdants de la coalition sortante, pourraient être invités à entamer des discussions avec l'Union conservatrice CDU-CSU de Friedrich Merz. Les banques privées attendent aussi un "gouvernement efficace et déterminé, et cela rapidement",

selon le président de la fédération BDB Christian Sewing, également patron du premier groupe bancaire allemand Deutsche Bank. Dans une période de grandes incertitudes et face au changement d'attitude radical des Etats-Unis de Trump vis-à-vis de l'Europe, l'Allemagne doit "retrouver la force de prendre un rôle de leader en Europe et de faire avancer l'Europe commune. Nos partenaires l'attendent", a ajouté Christian Sewing. "Nous n'avons plus le temps. L'industrie et les travailleurs ne peuvent pas attendre des mois pour des perspectives claires", a réagi de son côté Christiane Benner, présidente du puissant syndicat IG Metall.

BOLIVIE

Inauguration d’un méga complexe sidérurgique

La Bolivie a inauguré lundi, près de la frontière brésilienne, un méga complexe sidérurgique destiné à réduire ses importations de minerai de fer. Le mégaprojet de 546 millions de dollars, financé à 72% par la Chine, a été inauguré à Puerto Suarez, dans le département de Santa Cruz, près de 70 ans après les premières études exploratoires. "L'objectif fondamental est que nous tous Boliviens puissions bénéficier d'une ressource naturelle qui est restée en sommeil pendant de très nombreuses années", a déclaré le président Luis Arce lors de l'inauguration du complexe Mutun. Constitué de sept usines, celui-ci produira "près de 200.000 tonnes par an" d'acier à partir du minerai de fer extrait localement, a expliqué Jorge Alvarado, représentant de l'entreprise publique chargée de l'exploitation du site. Cette production permettra "de remplacer environ 50% des importations (...) ce qui nous permettra d'éviter une fuite de devises de plus de 250 millions de dollars" par an, a-t-il ajouté. Le président Arce a également annoncé une "deuxième phase" du projet, sans préciser de date, visant à agrandir le complexe et à "doubler la production" de barres d'armature -utilisées dans la construction- et de fil machine, matériaux de base pour la fabrication d'écrous, boulons et autres pièces métalliques. Le secteur de la construction "ne dépendra plus du fer importé", s'est félicité le président Arce. Le site abriterait plus de 40 milliards de tonnes de minerai de fer, ce qui en ferait l'un des plus grands gisements au monde, selon les estimations du gouvernement bolivien

La Skoda Octavia RS est-elle la dernière familiale sportive presque abordable ?

Restylée en 2024, la Skoda Octavia ne revient que maintenant en version RS, poussée pour l'occasion de 245 ch à 265 ch. Surprise, son malus CO2 demeure assez modéré, malgré l'absence d'hybridation. Une bonne affaire si on souhaite une familiale sportive ?

Élément-clé de la success-story de Skoda depuis 1996, l'Octavia est actuellement dans sa 4e génération. Apparue en 2020, celle-ci a été légèrement restylée en 2024, et conserve une variante sportive, la RS, que nous testons aujourd'hui. Le constructeur a fait le choix de ne pas la doter d'une motorisation hybride, ni même d'un circuit électrique en 48 volts alimentant un alerno-démarrreur, s'en tenant à un « simple » 4-cylindres turbo à injection directe. Utilisé depuis 2008 dans l'Octavia II RS phase 2, ce bloc codé EA888 en est dans sa phase 4. Bénéficiant d'une réduction de ses frictions internes, il a le bon goût de modérer son appétit : dès 6,7 l/100 km en moyenne, soit un minimum de 153 g/km de CO2, comme sur l'ancienne 245 ch. En clair, cela vaut à l'Octavia Rs un malus minimal de 3 784 € en berline, et 4 026 € en break Combi, qui débute à 154 g/km de CO2. Ça fait cher le gramme !

Ces émissions raisonnables, la Skoda les doit aussi à son poids somme toute modéré, de l'ordre de 1 445 kg en berline (4,70 m de long tout de même). L'absence d'hybridation peut avoir du bon ! Le moteur, attelé à une boîte DSG7 obligatoirement, affiche une puissance respectable de 265 ch (contre 245 ch sur le modèle sortant), obtenue dès 5 250 tr/min, pour un couple non moins estimable de 370 Nm, disponible dès 1 600 tr/min. Cela se traduit par des chronos intéressants, mais pas fumants non plus : 0 à 100 km/h en 6,4 s, pour une vitesse maxi de 250 km/h.

Les trains roulants (jambes de force avant, essieu multibras arrière) sont bien entendu adaptés à cette cavalerie, l'assiette s'abaisse de 15 mm, et la suspension se voit affermie, de même que l'amortissement. Celui-ci peut devenir piloté en supplément. Côté transmission, cette traction, s'équipe du différentiel à glissement limité VAQ de la RS non restylée, agrémenté d'une gestion électronique XDS. Bonne surprise !

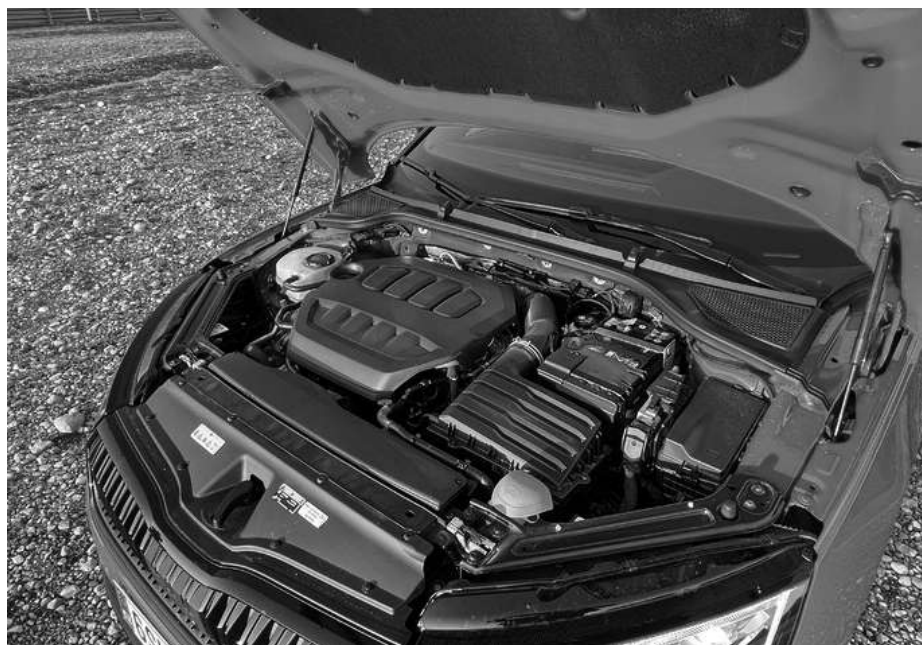
Sportive mais toujours pratique

À bord, on est agréablement accueilli par de bons sièges semi-baquets, très confortables, même si leur assise ne se règle pas en longueur.

À l'arrière, l'espace se révèle réellement important pour les jambes, la largeur et la garde se situant dans la bonne moyenne. Quant au coffre de la berline, variant de 600 l à 1 555 l, il est carrément géant : bien des breaks en feraient leurs choux gras. Et dans la Combi justement ? Il offre de 640 l à 1 700 l. C'est aussi la rançon d'une longueur importante. On apprécie aussi le plancher plat doté d'un double fond.

Globalement, cet habitacle, parsemé de nombreux rangements, se révèle pratique, ce qui n'exclut pas une présentation plaisante, ni une finition irréprochable. On dispose aussi d'écrans digitaux, un de 10,2 pouces pour l'instrumentation, lisible et complète, l'autre de 13 pouces, au centre et tactile pour le GPS, le multimédia, les paramètres de la voiture, tout ça... Il est réactif mais pas toujours très clair, notamment pour programmer la navigation.

Siège, volant et ancrages de ceintures étant amplement réglables, on se concocte une excellente position de conduite, et dès les



premiers tours de roue (chaussées ici de pneus Continental Winter Contact en 225/40 R19 – 18 pouces en série), j'apprécie la direction franche, rapide et d'une bonne consistance. On sent bien le train avant, au demeurant précis, ainsi que l'équilibre fondamentalement sain de la voiture. Notre parcours a d'abord consisté en une longue liaison autoroutière à bord d'une berline. Évidemment, les pneus hiver engendrent pas mal de bruits de roulement, d'autant que le revêtement de l'autoroute croate est assez abrasif. Surtout, il n'est pas exactement lisse, et là, la suspension m'a paru bien trop ferme et percutante. Ce, alors que l'amortis-

sement passif, un peu lâche, n'empêchait pas quelques mouvements de flottement. Décevant ! Sur ces près de 150 km plutôt montagneux, effectués entre 100 et 130 km/h, la consommation s'est établie à la très raisonnable valeur de 7,5 l/100 km selon l'ordinateur de bord.

Efficace, facile et même joueuse

Fini les percussions désagréables ! Le confort s'en trouve nettement grandi en conduite tranquille, où l'Octavia séduit par sa douceur, mais l'efficacité ? Dans les virages froids et humides (voire glacés), l'Octa-

via, en mode Sport, s'inscrit avec netteté, puis, à la limite, apparaît réactive au lever de pied. La poupe se place, voire déboîte au point de nécessiter une légère correction au volant. Si on pousse un peu plus loin la plaisanterie en augmentant la vitesse d'entrée, du sous-virage se manifeste logiquement, qu'on endigue par un léger lever de pied, et là, l'arrière entre à nouveau en jeu, jusqu'à intervention de l'ESP. Tout ceci a lieu de façon prévisible et se gère très aisément, mais la faible adhérence a amplifié ces mouvements, rendant la conduite disons, amusante. Il est aussi possible que les pneus aient légèrement manqué de grip car sur ce même parcours, le Kodiaq RS s'est révélé plus stable (il fera l'objet d'un autre essai). Cela dit, en appui, la pédale de frein, suffisamment ferme, favorise une gestion dégressive, un atout pour contrôler l'auto en appui, alors qu'en sortie de virage, la motricité est apparue très bonne, VAQ oblige, et sans effet de couple dans le volant. Joli travail.

Le moteur est tout à fait à la hauteur. Émettant un petit son rauque fort sympa, il regorge de punch à mi-régime, et emmène plus que dignement la RS. Cela dit, il n'a guère de caractère, ayant tendance à perdre en vigueur passé 5 500 tr/min, alors qu'il ne sert à rien d'essayer de passer les 6 000 tr/min. Une cartographie plus agressive à haut régime serait un plus, mais peut-être au prix d'émissions de CO2 en hausse. La DSG reste fidèle à elle-même. Généralement très rapide et fluide dans l'enchaînement des rapports, mais un poil brusque lors de la mise en mouvement de la voiture, et parfois lente à rétrograder. De plus, en mode manuel, elle ne sait pas garder le rapport engagé quand on approche le rupteur, ni s'empêcher d'enclencher la vitesse inférieure quand on met pied dedans à bas régime. Elle se contente de conserver plus longtemps le rapport utilisé. En tout cas, quand on roule sportivement, mieux vaut la commander à l'aide des palettes, qui gagneraient à être plus longues. Terminons sur une note positive : la boîte commande un petit coup de gaz quand elle rétrograde, même accélérateur relâché. Ça fait toujours plaisir ! Dans ces conditions d'arsouille incivique, la consommation a culminé à 18 l/100 km.

POUR CIBLER LES COMPTES MICROSOFT 365

Un botnet géant abuse d'une faille persistante

Un botnet massif utilise une méthode d'authentification obsolète pour contourner les protections de Microsoft 365. Une attaque discrète, étudiée pour passer sous le radar des systèmes de sécurité.

Un botnet massif composé de 130 000 appareils compromis mène actuellement une vague d'attaques par password spraying contre les comptes Microsoft 365 à travers le monde. En exploitant une méthode d'authentification obsolète, mais toujours active dans certains environnements, les pirates à l'œuvre parviennent à contourner la double authentification et à échapper aux contrôles de sécurité traditionnels.

Une attaque ultra-sophistiquée, portée par 130 000 bots

C'est dans un rapport détaillé que les équipes de sécurité de SecurityScorecard ont fait part de leur découverte. Selon leurs observations, les assauts massifs répétés sur Microsoft 365 ne reposent pas sur une approche brute, mais sur une stratégie plus fine et discrète. Dans le détail, les attaquants s'appuient sur des identifiants compromis, a priori récupérés par des infostealers. Suivant un mode opératoire précis, ils évitent les tentatives répétées sur une même cible, qui déclencheraient des blocages automatiques, et privilégient le password spraying : un petit nombre de mots de passe courants testés sur un large échantillon de comptes. Dans l'équation, les 130 000 bots du réseau jouent un rôle clé. En répartissant les tentatives d'authentification sur un grand nombre d'adresses IP compromises, les attaquants brouillent les pistes et empêchent les systèmes de sécurité d'identifier une source unique. Un éparpillement qui leur permet de contourner les restrictions classiques et de multiplier leurs chances de succès sans éveiller les soupçons. Face à ce type d'attaque, l'authentification multifactorielle est normalement censée offrir une protection efficace. Mais les attaquants le savent et exploitent une faille encore présente dans cer-



tains environnements. Plutôt que de passer par des connexions classiques qui pourraient être soumises à des contrôles de sécurité, ils s'appuient sur des accès non interactifs via Basic Authentication. Pour rappel, les connexions non interactives désignent des authentifications automatisées, effectuées en arrière-plan par des services ou des applications, sans intervention humaine. Contrairement aux connexions classiques, qui nécessitent qu'un utilisateur saisisse ses identifiants et valide son accès, elles permettent un échange direct entre un client et un serveur. Ce mode d'accès est souvent utilisé pour des synchronisations de données, des flux automatisés ou des protocoles de messagerie comme IMAP, POP ou SMTP. Basic Auth s'inscrit parfaitement dans cette logique. Conçue bien avant l'authentification multifactorielle, cette méthode repose sur un schéma simple, mais vulnérable : à chaque requête, l'identifiant et le mot de passe sont transmis en clair ou encodés en base64, sans protection supplémentaire. Dans de nombreux cas, ces connexions échappent aux contrôles de sécurité modernes,

car elles ne déclenchent ni validation MFA ni surveillance renforcée. En bref, en combinant password spraying, botnet géant, connexions non interactives et Basic Authentication, les attaquants bénéficient d'un quadruple avantage. Derrière cette campagne, les chercheurs de SecurityScorecard ont identifié un réseau structuré, piloté depuis six serveurs de commande et de contrôle (C2). Hébergés par le fournisseur américain Shark Tech et acheminant leur trafic via UCLOUD HK et CDS Global Cloud, ils affichent un fuseau horaire calé sur Shanghai. Un détail qui, ajouté à l'infrastructure utilisée, alimente les soupçons d'un lien avec des acteurs malveillants chinois, bien qu'aucune attribution définitive n'ait encore été établie.

Comment sécuriser l'accès à son compte Microsoft 365

La faille exploitée par le botnet reposant sur un enchaînement précis – identifiants volés, password spraying, connexions non interactives et Basic Auth – renforcer ses mots de passe ne

suffira pas à la contrer efficacement. Pour bloquer ces attaques, c'est bien l'ensemble des points d'entrée qui doit être sécurisé. Commencez par désactiver Basic Authentication. Microsoft a déjà amorcé sa suppression en 2022, mais certaines configurations spécifiques, notamment SMTP AUTH, s'en servent toujours. À la place, tournez-vous vers OAuth 2.0 qui, contrairement à Basic Auth, repose sur un système de jetons d'accès sécurisés, limite l'exploitation directe des identifiants volés et réduit l'impact des attaques automatisées. Gardez aussi un œil sur les connexions suspectes. Une hausse soudaine des échecs de connexion depuis des adresses IP multiples, un volume anormal de connexions non interactives ou la présence de l'agent utilisateur fasthttp dans les journaux d'Entra ID doivent immédiatement vous alerter. Si des adresses IP suspectes sont identifiées dans les rapports de sécurité, bloquez-les immédiatement pour entraver les tentatives d'intrusion. Microsoft prévoit de supprimer définitivement Basic Auth en septembre 2025.

Bruxelles veut mieux protéger les câbles sous-marins

Drones, capteurs, navires spécialisés : les câbles sous-marins européens sont régulièrement menacés. Bruxelles propose de nouveaux plans pour y remédier. Après plusieurs actes présumés de sabotage sur des câbles sous-marins en Europe, la Commission européenne prévoit de mieux protéger ses infrastructures maritimes. L'autorité bruxelloise a présenté à Helsinki, en Finlande, un ensemble de mesures visant à accélérer les réparations, améliorer la surveillance et renforcer la coopération avec le secteur privé. Concrètement, il est notamment prévu de

constituer une réserve de navires câblés spécialisés polyvalents et d'augmenter les capacités des navires de réparation existants de l'UE. De plus, un réseau de capteurs sous-marins et un programme de surveillance par drones sont envisagés pour détecter plus rapidement d'éventuels sabotages. La coopération avec l'Otan devrait également être renforcée. « Le nombre d'incidents survenus ces derniers mois sur notre infrastructure sous-marine critique est très préoccupant », a déclaré la commissaire européenne responsable, Henna Virkkunen, lors d'une visite à

Helsinki. Ces incidents perturbent des services vitaux, comme la transmission d'électricité. Les plans de la Commission interviennent dans un contexte de préoccupations sécuritaires persistantes. Vendredi 21 février, il a été révélé qu'un câble pourrait avoir été à nouveau endommagé en mer Baltique. La garde côtière suédoise a confirmé à l'agence DPA qu'une enquête avait été ouverte concernant une rupture présumée de câble près de l'île de Gotland. Il s'agirait, comme dans deux incidents précédents fin 2024, d'un câble reliant la Finlande et l'Allemagne.

Soupçons de sabotage et tensions géopolitiques

Au cours des derniers mois, des dommages ont régulièrement été constatés sur les câbles de communication et les lignes électriques en mer Baltique. Dans plusieurs cas, des enquêtes ont été ouvertes pour des soupçons de sabotage, sans que la cause exacte des ruptures de câbles soit clairement établie. Il est cependant suspecté que des navires de passage les aient endommagés – intentionnellement ou non – avec leurs ancres. Dans le cadre des enquêtes, des navires suspects

ont été retenus pendant plusieurs jours avant d'être relâchés. La Russie est particulièrement sous les projecteurs, soupçonnée d'être impliquée dans au moins certains de ces incidents avec sa soi-disant « flotte fantôme ». Il s'agit de pétroliers et autres cargos aux structures de propriété opaques, utilisés par le Kremlin pour contourner les sanctions liées à sa guerre d'agression contre l'Ukraine, notamment dans le transport de pétrole. L'UE a imposé des sanctions à des dizaines de ces navires, mais leur nombre réel pourrait être bien plus élevé.

Mots fléchés

Affirma- tive		The Voice		Il en faut huit pour faire un octet		Pronom personnel indéfini		Déserteur		Mammifères amphibies		Condé	
Fonction		Poissons plats		Employé comme astringent		Points cardinaux				Passereau			
								Rivalise					
								Fis chatoyer					
Pièce instru- mentale							Prénom féminin					Inconcevable	
Capitale de la région Lombardie							Chlore						
					S'éternisa	Innovant Cité dans la chanson, le bon roi Dagobert							
Jour de l'an vietnamien				Une doctrine sur Dieu									Qui convien- nent parfait- ement
				Le domaine des Ases									
Pays du Proche- Orient							Possessif			Souverain			
Immobili- sation		Alternât les cultures								Une chanson de Nino Ferrer (Le)			
		Lessiverai								Callosité			
			Voiture de sport à injection				Né de la même mère		Lève-tôt		Amour vache		
											Arbres aromatiques		
Laisser couler de la salive écumeuse	Attribut de certains dieux		Se jette dans la mer du Nord			Amour latin		Souffrance				Pas encore publiées	
			Exaspérât										
					Astate		Prénom de Delon						
					Ressassé		Niobium						
Taylor s'employa à le faire augmenter De mauvais goût										Première page			
				Région vinicole									
Village proche du Mans (Lès-le-Mans)	Argon			Canton suisse				Pièce satirique virulente		Le ça de Freud			Piège pour poissons
	Centre à la poste			À l'aide de									
						N'admit pas la réalité				Un allemand			
						Grande vedette				Prise			
Ancienne mesure de capacité		Prières matinales de Lussace et celle de Klodzko					Avertit						
							Lettre grecque						
					Prénom de Pouce								
					Ordre donné à un cheval				Vieux				
Une autorité adminis- trative indépendante	Surgis		Elle peut-être à air								Nazi		
			Prénom féminin								Genre de certaines abeilles à miel		
				Engrais organique					Plusieurs lei	Petite pomme		Durées	
				Plante textile									
Refuge						Césium		But en aspirant					Sélénium
Sumom d'Elisabeth de Wittelsbach								Ordre religieux catholique					
					Recueils de renseigne- ments								
Fessiers							Partie du membre inférieur						

MILA

90 millions DA pour réaliser une 2^e tranchée au CTE

Le secteur de l'environnement a bénéficié dans la wilaya de Mila d'une opération mobilisant 90 millions DA pour la réalisation d'une deuxième tranchée au Centre d'enfouissement technique (CET) d'Ouled Bouhamma au chef-lieu de wilaya, a indiqué mardi la directrice du secteur, Mme Fatima Belaïtoche. Dans une déclaration à l'APS, la même responsable a précisé que l'opération inscrite au titre de l'exercice 2025 vise à améliorer la prise en charge des déchets ménagers au niveau du CET d'Ouled Bouhamma qui demeure l'unique de la wilaya.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 26 février 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



COOPÉRATION

Le président Tebboune reçoit le ministre des AE du Niger

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi à Alger, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'extérieur de la République du Niger, M. Bakary Yaou Sangaré, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf.

SOLIDARITÉ AU RAMADHAN

Coup d'envoi de la caravane «Idoom El Kheir» d'Algérie Télécom à partir d'Oran

Le coup d'envoi de la deuxième édition de la caravane "Idoom El Kheir" d'Algérie Télécom (AT), qui va sillonner 12 wilayas du pays pour distribuer des dons alimentaires aux restaurants de la Rahma pour le mois du Ramadan, a été donné mardi à Oran. La caravane, qui a entamé son périple à partir de la wilaya d'Oran, a démarré de la direction locale d'Algérie Télécom, en présence de plusieurs cadres de cette entreprise en direction de l'association "Machail el kheir", qui chapeaute un restaurant de la Rahma, offrant 500 repas par jour durant le mois du Ramadhan, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la direction locale d'AT. La caravane touchera les wilayas d'Oran, Mascara et Tlemcen, dans l'Ouest, Alger et Bouira dans le Centre, Constantine, Khenchela et El-Taref dans l'Est, et Biskra, El Oued, Bousaada et Tougourt dans le Sud, a indiqué le directeur du service marque et communication à Algérie Télécom, Harig Azzedine. La caravane distribuera différentes denrées alimentaires aux restaurants de la Rahma dont le lait, les raisins secs, l'huile, le fromage et autres, a-t-on précisé.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé mardi une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de l'avant-projet de loi relative aux Wakfs, du projet de décret exécutif relatif aux marchés publics, et à des communications relatives aux secteurs de la construction ferroviaire, des travaux maritimes et du foncier économique, selon un communiqué des services du Premier ministre.

Ainsi, cette réunion du Gouvernement a été consacrée à l'examen de la nouvelle mouture de l'avant-projet de loi relative aux Wakfs, enrichi à la lumière des orientations de Monsieur le Président de la République, édictées lors du Conseil des Ministres du 07 Avril 2024, en vue de promouvoir et de moderniser le Système des biens Wakfs et de créer une dynamique nouvelle qui lui permettrait de renforcer sa contribution à l'effort de développement économique et social. Le Gouvernement a également poursuivi l'examen du projet de décret exécutif fixant les modalités d'application des règles générales relatives aux marchés publics, visant à établir les mécanismes opérationnels à même de garantir une mise en œuvre efficace du cadre législatif en vigueur, notamment en vue d'optimiser l'usage des ressources publiques et d'ins-



taurer un cadre favorisant la transparence, concurrentiel et équitable des marchés publics.

En outre, le Gouvernement a entendu une communication sur le taux d'avancement dans la mise en œuvre de la décision de Monsieur le Président de la République relative à la création du Groupe Public de Construction Ferroviaire et du Groupe de Travaux Maritimes, afin de renforcer les capacités nationales dans le domaine de l'ingénierie et de la construction dans ces deux secteurs stratégiques à travers la création de deux Groupes à même de contribuer efficacement à la mise en œuvre de l'important programme d'investissement pour le déve-

loppement des secteurs ferroviaire et maritime, et d'accéder à terme aux marchés internationaux.

Enfin, le Gouvernement a suivi le processus de finalisation de la mise en œuvre du nouveau système de gestion du foncier économique destiné à l'investissement, à travers l'examen des mesures prises et celles devant être prises dans les meilleurs délais, pour la mise en place effective de l'Agence nationale du foncier industriel et l'Agence nationale du foncier urbain, compte tenu de leur rôle important, ainsi que l'Agence nationale du foncier touristique, et ce, afin de renforcer l'offre foncière destinée aux porteurs de projets d'investissement.

GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

La demande mondiale devrait augmenter de 60% d'ici 2040

Le géant britannique des hydrocarbures Shell affirme mardi que la demande mondiale de gaz naturel liquéfié (GNL) devrait augmenter plus que prévu au cours des quinze prochaines années, tirée par la croissance économique en Asie ou le transport maritime. La demande mondiale «devrait augmenter d'environ 60% d'ici 2040, en grande partie grâce à la croissance économique en Asie» mais aussi «la réduction des émissions dans l'industrie lourde et les transports» et «l'impact de l'intelligence artificielle», gourmande en énergie, indique Shell dans un communiqué. Shell, qui publie mardi ses «perspec-

tives sur le GNL» pour 2025, ne prévoyait dans son précédent rapport annuel, publié l'an dernier, qu'une hausse «de plus de 50% d'ici 2040». «Le monde aura besoin de plus de gaz pour la production d'électricité, le chauffage et le refroidissement, l'industrie et les transports», résume Tom Summers, un responsable de Shell, cité dans le communiqué. Le groupe note que la Chine, confrontée à une demande intérieure croissante, «augmente considérablement sa capacité d'importation de GNL» tandis que l'Inde «progresses également dans la construction d'infrastructures de gaz naturel».

Un nombre croissant de navires fonctionnant au GNL

La demande sera aussi tirée par un nombre croissant de navires fonctionnant au GNL, qui «devient un carburant rentable pour le transport maritime et routier», dont il permet «de réduire les émissions», poursuit Shell. Le GNL est souvent présenté comme une énergie de «transition» pour remplacer d'autres sources d'énergie plus polluantes, comme le charbon. Mais son bilan climatique est alourdi par sa production très gourmande en énergie et les fréquentes fuites de méthane dans l'air.

Refroidi à -163°C pour être liquéfié, le gaz prend 600 fois moins de place qu'à l'état gazeux et peut être facilement acheminé par des navires méthaniers. Il est aussi très convoité en Europe qui a dû remplacer le gaz russe des gazoducs continentaux. «L'Europe aura encore besoin de GNL jusque dans les années 2030 pour équilibrer la part croissante des énergies renouvelables intermittentes dans son secteur électrique et pour assurer sa sécurité énergétique», affirme Shell, qui estime qu'une «croissance significative de l'offre de GNL proviendra du Qatar et des États-Unis».

PASSAGE À UNE UNIVERSITÉ DE 4^e GÉNÉRATION

Objet d'une journée d'étude à Sétif

Le passage d'une université classique à une université de 4^e génération a fait l'objet d'une journée d'étude organisée mardi à la Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion de l'Université Ferhat-Abbas (Sétif 1). Le directeur de l'université hôte, le Pr Mohamed-El Hadi Latrèche, a souligné, en présence de 200 acteurs du secteur de l'enseignement supérieur, que ce passage à l'université 4.0 est "aujourd'hui une nécessité incontournable imposée par le contexte présent qui connaît de profondes mutations dans tous les do-

maines, notamment les technologies modernes, l'analyse numérique et l'intelligence artificielle", ce qui requiert, selon lui, "une approche prospective de ces transformations". La présence de M. Abdennour Haddou, de l'université de Busan en Corée du Sud, qui a mis en exergue, dans son intervention, l'expérience coréenne dans la mise en œuvre de l'université 4.0, "s'inscrit dans le cadre de l'élargissement des relations avec les différentes institutions scientifiques ayant des expériences reconnues à l'échelle internationale dans divers domaines, notamment l'intelligence ar-

tificielle qui constitue le pilier principal permettant d'atteindre l'objectif de faire passer l'université classique à une université 4.0", a encore indiqué le Pr Latrèche en ouverture de la rencontre. M. Haddou a expliqué, dans sa communication, le concept d'intelligence artificielle, passant en revue ses champs d'application dans les universités pour développer l'esprit d'entreprise et le travail en équipe, et soulignant que l'université 4.0 est numérisée, connectée et entrepreneuriale. Pour sa part, le doyen de la Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion de l'univer-

sité Ferhat-Abbas, et président de la rencontre, Chawki Bourokba, a indiqué à l'APS que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère de tutelle visant à transformer l'université classique en université de 4^e génération (4.0). Les différents intervenants ont abordé quatre thèmes : "Le cadre général de l'université 4.0", "l'utilisation de l'intelligence artificielle pour transformer l'université classique en université 4.0", "Le passage d'une formation passive à une éducation active" et "l'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'enseignement".